

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JANVIER 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**DIVERS DISPOSITIFS D'AMÉNAGEMENT : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ÉCOLOGIQUES -
RÉHABILITER PLUTÔT QUE CONSTRUIRE - RECONQUÉRIR LES FRICHES FRANCILIENNES -
INSTITUT PARIS REGION - SIGNALÉTIQUE RÉGIONALE - AFFECTATION SDRIF-E - CONTRAT DE
PROJET PARTENARIAL D'AMÉNAGEMENT PARC DE COURTABOEUF**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	7
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	12
Annexe 1 - Fiches-projets 100 quartiers innovants et écologiques	13
Annexe 2 : Fiches-projets Réhabiliter plutôt que construire	21
Annexe 3 : Avenant à la convention EX057323 SAEM SADEV 94	26
Annexe 4 : Fiche-projet modifiée EX057323 SAEM SADEV 94	29
Annexe 5 : Contrat de projet partenarial d'aménagement Parc de Courtaboeuf	32

EXPOSÉ DES MOTIFS

Par ce rapport, la commission permanente est invitée à se prononcer sur plusieurs volets du secteur de l'aménagement durable du territoire.

1. Aide régionale « 100 quartiers innovants et écologiques »

Sur les 81 lauréats des 13 sessions des 100 quartiers innovants et écologiques, au vu du calendrier prévisionnel des programmes d'actions, il est proposé de soutenir trois bénéficiaires pour un montant total de **3 188 874,62 €** en faveur des trois quartiers suivants :

- Corbeville à Orsay et Saclay (91), porté par la communauté d'agglomération Paris Saclay, lauréat de la 11^{ème} session,
- Charles Renard Est à Saint-Cyr-l'Ecole (78), porté par la commune, lauréat de la 13^{ème} session,
- Bossut à Pontoise (95), porté par la communauté d'agglomération Cergy-Pontoise, lauréat de la 13^{ème} session.

Ce montant est disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme RE 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 551002063 « Cent quartiers innovants et écologiques » du budget 2023.

Cette affectation relève du contrat de plan 2021-2027, volet 3 « aménagement durable et cohésion des territoires », sous-volet 31 « soutien aux opérations d'aménagement durable », projet 3101 « 100 quartiers innovants et écologiques ».

2. Dispositif « Réhabiliter plutôt que construire »

Le comité de sélection réuni le 28 novembre 2022 propose au vote de la commission permanente deux nouveaux projets (travaux) ayant reçu un avis favorable du comité technique :

- Réhabilitation d'un ancien bâtiment agricole en restaurant scolaire à Machault (77),
- Réhabilitation d'un bâtiment communal en deux logements locatifs dont un PMR à Montgeroult (95),

pour un montant total de **415 782,50 €**.

Ce montant est disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100209 « aménagement durable et innovation urbaine - friches » du budget 2023.

3. Dispositif « reconquérir les friches franciliennes » : avenant à la convention de financement de l'opération « ZAC de la Charmeraie » à Boissy-Saint-Léger

A la suite d'un ajustement du programme des travaux du projet n°EX057323 porté par la SADEV 94 (société d'aménagement et de développement des villes et du département du Val-de-Marne) adopté par délibération n° CP 2021-214 du 22 juillet 2021 au titre du dispositif *Reconquérir les friches franciliennes*, la présente délibération propose un avenant à la convention portant sur la modification des indications relatives à la base subventionnable et au taux d'intervention sur la fiche projet. Le montant de la subvention reste inchangé. Il vous est également proposé d'adopter la fiche-projet modifiée en annexe à la délibération.

4. Affectation Institut Paris Region

Le conseil régional apporte son soutien au fonctionnement d'un ensemble d'organismes extérieurs associés à l'action de la Région. Compte tenu de la structure du budget de cet organisme et de la part de la subvention régionale dans ses recettes, un premier versement de subvention en début d'année civile est nécessaire pour lui permettre de faire face à ses dépenses de fonctionnement dont une part importante est composée de charges fixes comme les frais de personnel qu'il convient de financer.

L'attribution de la subvention est réalisée en deux temps :

- une partie affectée en début d'année civile sous la forme d'une avance calculée sur la base de la subvention inscrite au budget de l'année en cours,
- le solde attribué au second semestre, à l'issue d'une analyse des comptes annuels de l'exercice précédent, du rapport d'activité, d'une situation de trésorerie et des perspectives de l'année en cours.

Il est ainsi proposé d'attribuer une première partie de la subvention de fonctionnement à l'Institut Paris Region d'un montant de **9 962 400 €** disponibles sur le chapitre 935 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100214 « soutien à l'Institut Paris Region ».

Enfin, il est proposé de corriger une erreur matérielle qui s'est glissée à l'article 11 de la délibération n° CP 2022-408 du 10 novembre 2022 portant sur l'insertion d'une clause sur la charte éthique régionale au sein de la convention entre la Région et l'Institut ; la reproduction de l'article portant sur le respect de la charte éthique régionale dans les conventions avec engagement financier était erronée.

5. Mise en place d'actions de signalétique régionale

Afin d'assurer la lisibilité de l'action régionale sur le terrain et l'information des Franciliens sur l'aménagement du territoire impliquant la Région, il est proposé d'affecter la somme de 300 000 € qui permettra la mise en place d'actions de signalétique régionale par le biais de panneaux et d'équipements pérennes d'identification du territoire. Les crédits sont disponibles sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-004 (51004) « contrat d'aménagement régional », action 15100401 « contrat d'aménagement régional ».

6. Affectation dans le cadre de l'élaboration d'un SDRIF-E

La mise en révision du SDRIF afin d'élaborer un SDRIF-E a été votée par les élus régionaux le 17 novembre dernier. La délibération du 16 février dernier portant sur la concertation a permis la saisine de la CNDP, qui a procédé à la désignation de deux garantes pour accompagner les actions de la Région en ce domaine. L'affectation proposée par le présent rapport permettra de recourir à des prestations d'accompagnement et à la poursuite de la concertation auprès des collectivités franciliennes, des acteurs privés et publics et de la population. Ainsi, il vous est proposé d'affecter 693 000 € disponibles sur le chapitre 935 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 510 « services communs », programme HP 510-001 (51001) « aménagement et territoires », action 15100102 « études, prospective et valorisation ».

7. Approbation du contrat de projet partenarial d'aménagement du Parc de Courtaboeuf

Le parc de Courtabœuf, avec ses 372 ha, est l'un des parcs d'activités les plus vastes de France et compte parmi les plus grands d'Europe. Avec plus de 24 000 salariés, il comprend 1 200 entreprises, ce qui représente 1 000 000 m² de surfaces immobilières. Son positionnement géographique, porte d'entrée sud du pôle d'excellence à vocation internationale du Campus urbain Paris-Saclay et à proximité immédiate du pôle tertiaire et hub multimodal de Massy, lui confère un atout stratégique.

Ce parc présente aujourd'hui un enjeu majeur de développement, à l'échelle régionale, et connaît une forte mobilisation des acteurs. L'enjeu est de capitaliser sur ce potentiel de développement économique et scientifique remarquable pour en faire un pôle économique d'envergure, dédié prioritairement à l'accueil et au développement des activités de production et technologiques à valeur ajoutée intégrant des logiques d'expérimentation et d'application.

En conséquence, la communauté d'agglomération Paris-Saclay, les services de l'Etat et les communes concernées au premier chef (Les Ulis, Villebon-sur-Yvette et Villejust) ont souhaité resserrer la gouvernance du parc à la fois autour d'objectifs partagés de développement, de services et de gestion, et autour d'une ambition de sobriété et d'optimisation foncière, qui trouvent leur traduction et leurs conditions de mise en œuvre au sein d'un projet partenarial d'aménagement (PPA).

Le plan d'actions de ce PPA repose sur cinq volets interdépendants :

- Un volet réglementaire
- Un volet relatif aux infrastructures, aux mobilités et aux réseaux
- Un volet foncier, immobilier et aménagement
- Un volet dédié à l'animation, l'attractivité et l'identité du parc
- Un volet relatif à la transition écologique, dans un objectif de résilience du parc.

La mise en œuvre de ce plan d'actions reposera notamment sur la mise à jour des PLU locaux, notamment par l'introduction d'une orientation d'aménagement et de programmation générale qui fixera des objectifs pour :

- Affirmer la vocation productive et technologique du parc et accompagner les nouveaux secteurs de développement
- Accompagner sa résilience et engager un aménagement durable
- Améliorer son accessibilité, sa desserte et son image.

La Région est aujourd'hui sollicitée, principalement au titre de ses compétences en matière de transports et d'aménagement durable du territoire, afin de s'inscrire dans la démarche partenariale en tant que prescripteur et co-financeur de plusieurs actions, notamment celles relatives à l'aménagement d'espaces publics, de pistes cyclables et d'infrastructures routières, dès lors qu'elles correspondent à ses domaines de compétences et répondent, le cas échéant, aux conditions d'éligibilité prévues par les règlements d'intervention régionaux.

Au regard de la portée stratégique de l'aménagement de ce parc d'activités participant au développement économique du territoire francilien, il vous est proposé d'approuver le contrat de PPA et son plan d'actions.

Le présent rapport mobilise ainsi un montant total d'affectations de :

- **3 188 874,62 €** disponibles sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme RE 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 551002063 « Cent quartiers innovants et écologiques ».

Cette affectation relève du contrat de plan 2021-2027, volet 3 « aménagement durable et cohésion des territoires », sous-volet 31 « soutien aux opérations d'aménagement durable », projet 3101 « 100 quartiers innovants et écologiques ».

- **415 782,50 €** disponibles sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100209 « aménagement durable et innovation urbaine - friches ».

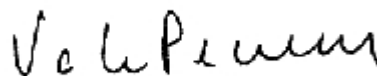
- **9 962 400 €** en faveur de l'Institut Paris Region disponibles sur le chapitre 935 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100214 « soutien à l'Institut Paris Region ».

- **300 000 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-004 (51004) « contrat d'aménagement régional », action 15100401 « contrat d'aménagement régional ».

- **693 000 €** en faveur du SDRIF-E disponibles sur le chapitre 935 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 510 « services communs », programme HP 510-001 (51001) « aménagement et territoires », action 15100102 « études, prospective et valorisation ».

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 JANVIER 2023

DIVERS DISPOSITIFS D'AMÉNAGEMENT : 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ÉCOLOGIQUES - RÉHABILITER PLUTÔT QUE CONSTRUIRE - RECONQUÉRIR LES FRICHES FRANCILIENNES - INSTITUT PARIS REGION - SIGNALÉTIQUE RÉGIONALE - AFFECTATION SDRIF-E - CONTRAT DE PROJET PARTENARIAL D'AMÉNAGEMENT PARC DE COURTABOEUF

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi ÉLAN ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 43-16 du 17 mars 2016 approuvant la création d'une aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU la délibération n° CR 90-16 du 16 juin 2016 portant approbation du règlement d'intervention de l'aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2019-056 du 21 novembre 2019 portant approbation du plan régional « reconquérir les friches franciliennes » ;

VU la délibération n° CP 2020-02 du 31 janvier 2020 portant approbation du règlement d'intervention de l'AMI « reconquérir les friches franciliennes » ;

VU la délibération n° CP 2020-152 du 4 mars 2020 portant sur la convention d'objectifs et de moyens 2020-2022 entre la Région et l'Institut Paris Région ;

VU la délibération n° CR 2020-055 du 19 novembre 2020 relative aux premières propositions issues de la COP Île-de-France 2020 pour l'aménagement durable des collectivités ;

VU la délibération n° CP 2021-063 du 21 janvier 2021 portant approbation de la modification du règlement d'intervention du dispositif « reconquérir les friches franciliennes » ;

VU la délibération n° CP 2021-198 du 1^{er} avril 2021 relative à la suite de la mise en œuvre des propositions issues de la COP pour l'aménagement durable et l'environnement ;

VU la délibération n° CR 2021-039 modifiée du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-214 du 21 juillet 2021 relative au plan friches régional, à l'urbanisme transitoire et CPIER vallée de la seine : premières affectations 2021, cotisations et participations du secteur aménagement ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2021-067 du 17 novembre 2021 portant mise en révision du SDRIF en vue de l'élaboration d'un SDRIF environnemental ou SDRIF-E ;

VU la délibération n° CP 2021-445 du 19 novembre 2021 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques : 4^{ème} rapport pour 2021 - dispositif pour l'aménagement durable des collectivités issu de la COP Île-de-France : 2^{ème} affectation pour 2021 ;

VU la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 portant sur le contrat de plan Etat-Région 2021/2027 ;

VU la délibération n° CP 2022-334 du 23 septembre 2022 relative à divers dispositifs d'aménagement : contribution en faveur de l'EPL Paris la Défense - partenariat avec l'IPR - PPA RN20 - RPC - 100 QIE - reconquérir les friches - soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire - CPIER vallée de la seine ;

VU la délibération n° CP 2022-408 du 10 novembre 2022 relative à divers dispositifs d'aménagement : 100 QIE - soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire - reconquérir les friches - adhésion au CEREMA - convention avec RTE - affectation dans le cadre de l'élaboration du SDRIF-E - CPIER vallée de la seine - partenariat avec l'IPR ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission du logement et de l'aménagement ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-018 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide, au titre de l'**aide régionale « 100 quartiers innovants et écologiques »**, de participer au financement des 3 opérations détaillées dans les fiches-projets figurant en annexe n° 1 à la délibération pour un montant prévisionnel maximum de **3 188 874,62 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la conclusion, avec les bénéficiaires, de conventions conformes aux modèles-types adoptés par la délibération n° CP 2021-198 du 1^{er} avril 2021 susvisée, soit la convention bipartite en cas de maîtrise d'ouvrage directe, soit la convention tripartite en cas de maîtrise d'ouvrage déléguée à un aménageur, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet, une autorisation de programme de 3 188 874,62 € disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme RE 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 551002063 « Cent quartiers innovants et écologiques » du budget 2023. Cette affectation relève du contrat de plan 2021-2027, volet 3 « aménagement durable et cohésion des territoires », sous-volet 31 « soutien aux opérations d'aménagement durable », projet 3101 « 100 quartiers innovants et écologiques ».

Article 2 :

Décide, au titre du dispositif « **Réhabiliter plutôt que construire** », de participer au financement des 2 opérations détaillées dans les fiches-projets figurant en annexe n° 2 à la délibération pour un montant prévisionnel maximum de **415 782,50 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la conclusion, avec les bénéficiaires, de conventions conformes aux modèles-types adoptés par la délibération n° CP 2021-167 du 1^{er} avril 2021 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, une autorisation de programme de **415 782,50 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100209 « aménagement durable et innovation urbaine - friches » du budget 2023.

Article 3 :

Approuve l'avenant à la convention entre la SADEV 94 (société d'aménagement et de développement des villes et du département du Val-de-Marne) et la Région Île-de-France concernant l'opération « ZAC de la Charmeraie » à Boissy-Saint-Léger, figurant en annexe n° 3, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Approuve en conséquence la fiche-projet modifiée figurant en annexe n° 4 à la présente délibération.

Article 4 :

Décide d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'Institut Paris Region. Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **9 962 400 €** disponible sur le chapitre 935 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100214 « soutien à l'Institut Paris Region » du budget 2023.

Article 5 :

Suite à une erreur matérielle, le 2^{ème} alinéa de l'article 11 de la délibération n° CP 2022-408 du 10 novembre 2022 est modifié comme suit : « L'article 3 de la convention susvisée est complété par l'ajout de l'alinéa suivant : L'Institut s'engage à respecter la charte éthique approuvée par la Région Île-de-France par délibération n° CP 2021-332 du 21 juillet 2021 (article 2) ci-après reproduite : « Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière. La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse peut également être prise en compte par la Région. »

Article 6 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **300 000 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-004 (51004) « contrat d'aménagement régional », action 15100401 « contrat d'aménagement régional » du budget 2023 pour la mise en place d'actions de signalétique régionale par le biais de panneaux et d'équipements pérennes d'identification du territoire.

Article 7 :

Dans le cadre de la concertation mise en œuvre pour la révision du SDRIF en vue de l'élaboration d'un SDRIF-E, suite au vote de la délibération n° CR 2021-067 du 17 novembre 2021 susvisée, affecte un montant d'autorisations d'engagement de **693 000 €** disponibles sur le chapitre 935 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 510 « services communs », programme HP 510-001 (51001) « aménagement et territoires », action 15100102 « études, prospective et valorisation » du budget 2023 pour la mise en place de prestations d'accompagnement et d'actions liées à la concertation.

Article 8 :

Approuve le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement « Parc de Courtaboeuf » figurant en annexe 5 à la délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 9 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet figurant dans les annexes à la présente délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Fiches-projets 100 quartiers innovants et écologiques

**DOSSIER N° EX070283 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ESPACES PUBLICS -
QUARTIER CHARLES RENARD EST - SAINT-CYR-L'ECOLE (78)**

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

Délibération Cadre : CP2022-334 du 23/09/2022

Imputation budgétaire : 905-515-20415312-551002-1900

Action : 551002063- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	2 612 123,33 € HT	30,00 %	783 637,00 €
	Montant total de la subvention		783 637,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS AMENAGEMENT

Adresse administrative : 11 RUE DE CAMBRAI
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial

Représentant : Monsieur STEPHAN DE FAY, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 31 mars 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier « Charles Renard Est », porté par la ville de Saint-Cyr-l'Ecole, lauréat de la treizième session du dispositif « 100 quartiers innovants et écologiques » sélectionné par la délibération n°CP 2022-408 du 10 novembre 2022.

L'opération prévoit l'aménagement d'espaces publics d'une superficie de plus de 12 000 m² comprenant des espaces verts et notamment un système de noues végétalisées (5 682 m²), des aménagements piétons : parvis, placettes, cheminements (5 430 m²), et des pistes cyclables (1 187 m²).

L'aménagement des espaces publics est guidé par la mise en valeur du patrimoine paysager ; l'axe est du trident Gabriel, qui ouvre une perspective de l'école militaire jusqu'au domaine du château de Versailles, est au cœur du projet de quartier. Cet axe constituera un lieu de circulation, de déambulation et de rencontre de 50 mètres de largeur (zone inconstructible).

Un système de noues végétalisées d'une largeur allant de 7,80 à 17,80 mètres permettra la récupération des eaux de pluie, sera support de biodiversité et participera à la qualité paysagère du quartier et à l'offre d'espaces verts pour la population. Les espaces publics bénéficieront d'une palette végétale diversifiée, de la conservation d'environ 30 arbres et la plantation de 238 arbres (alignement d'arbres sur les axes principaux, placettes et parvis, noues). Au sein des noues, une végétation de type prairie avec des essences plus diversifiées complètera l'ambiance végétale du quartier.

Le projet de quartier donne la priorité aux modes doux dissociés et sécurisés. Toutes les voies du quartier seront cyclables avec des pistes bidirectionnelles en site propre sur les axes principaux et des pistes sur chaussée élargie, à contre sens, démarquées par une bande continue sur les axes secondaires. Les cheminements doux seront complétés par des espaces de circulations piétons généreux (de 2,15 à 3,90 mètres) et de 6 passerelles qui enjamberont les noues.

Dans la continuité des circulations piétonnes, l'aménagement de carrefours en placettes et d'un parvis dans le prolongement du futur groupe scolaire aura vocation à créer des zones de rencontres pacifiées. L'emploi de matériaux pérennes et durables sera privilégié (pierre calcaire pour le sol, grès pour les bordures) pour la réalisation des espaces publics. Des accroches vélos et 2 bornes de recharge pour véhicule électrique sont également prévues.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Saint-Cyr-l'Ecole a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier. GPA est aménageur du quartier en prise d'initiative propre.

Le coût total de l'opération est estimé à 2 612 124 € HT, et plafonné à 2 612 123,33 € HT.

Il s'agit de la première opération inscrite au programme d'actions de la convention cadre du quartier.

Localisation géographique :

 SAINT-CYR-L'ECOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/QIE

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FRAIS MAITRISE D'OEUVRE	227 141,00	8,70%
PLANTATION ET GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES	1 636 682,00	62,66%
AMENAGEMENTS PIETONS	568 275,00	21,76%
AMENAGEMENTS CYCLABLES	66 455,00	2,54%
ALEAS TRAVAUX	113 571,00	4,35%
Total	2 612 124,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	783 637,00	30,00%
GRAND PARIS AMENAGEMENT	1 828 487,00	70,00%
Total	2 612 124,00	100,00%

DOSSIER N° EX070324 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CREATION D'UNE LISIERE MULTIFONCTIONNELLE A L'INTERFACE AVEC LES ESPACES AGRICOLES DU PLATEAU DE SACLAY - ZAC DE CORBEVILLE (91)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

Délibération Cadre : CP2022-334 du 23/09/2022

Imputation budgétaire : 905-515-20415312-551002-1900

Action : 551002063- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	3 333 333,33 € HT	30,00 %	1 000 000,00 €
Montant total de la subvention			1 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D AMENAGEMENT PARIS SACLAY
Adresse administrative : 6 BOULEVARD DUBREUIL
91400 ORSAY
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur PHILIPPE VAN DE MAELE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 1 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier de Corbeville, porté par la communauté d'agglomération Paris-Saclay, lauréat de la onzième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" sélectionné par délibération n°CP 2021-445 du 19 novembre 2011.

L'objectif de cet aménagement est d'assurer une transition harmonieuse entre espaces agricoles et espaces urbains au sein d'un lieu aux fonctions multiples et support des usages de la ville durable. Dans la continuité de l'approche paysagère déjà développée ou en travaux sur les quartiers du Moulon et de l'Ecole Polytechnique, la lisière de Corbeville vient compléter l'ossature verte du campus urbain.

Ainsi, le projet de lisière multifonctionnelle de Corbeville comprend :

1° Une « lisière parc », sorte de vaste croissant situé de part et d'autre du corridor écologique, en limite ouest du quartier de l'Ecole polytechnique. Elle offrira une structure végétale et paysagère au développement urbain et formera un écrin vert avec les coteaux boisés situés en frange sud du campus urbain. Elle permettra aussi un accueil facilité du public pour les déplacements du quotidien, la

promenade, la détente et la découverte de ces milieux sensibles, dans le respect des enjeux écologiques à préserver.

Le programme porte sur la réalisation de travaux hydro-écologiques, d'espaces verts et de plantations (diversité des strates arbustives) visant à compléter et renforcer les aménagements déjà réalisés aux abords du quartier de l'école polytechnique (et notamment la zone humide n°4, le boisement nord et le corridor écologique) en favorisant les liaisons écologiques entre les différentes entités ; des cheminements et voiries, des réseaux (éclairage en particulier), ou encore l'installation de mobilier (bancs, tables de pique-nique, corbeilles, piquets "attache-vélos") et de signalisation.

2° Une « lisière humide » permettant de gérer durablement les eaux pluviales et servant de champ naturel d'expansion de crue pour des événements exceptionnels de retour cinquante ou cent ans.

Le programme porte sur l'aménagement de deux zones humides (ZH A de 7 369 m² et ZH B de 3 014 m²) de part et d'autre du corridor écologique, qui contribueront au renforcement et à l'enrichissement de la trame verte et bleue du quartier. Elles seront composées de bosquets à salix (3 004 arbustes), fourrées humides (1 975 arbustes), friches humides à hautes herbes, prairies humides mésohygrophiles, héliophytes bas, et seront entourées chacune d'un cordon boisé (au total 235 arbres, 461 baliveaux et 287 arbustes). Des ganivelles en châtaignier les clôtureront et des pupitres de sensibilisation seront implantés. Une fauche tardive (septembre) est à envisager de manière annuelle ou à défaut tous les deux ans afin de limiter la colonisation par les ligneux.

3° Une « lisière agricole » avec l'ambition d'y développer une activité productive agricole avec une dimension scientifique, académique et expérimentale en lien avec les chercheurs et étudiants des établissements du campus urbain. Un partenariat étroit avec les équipes de l'INRAE a permis le lancement d'une recherche-action pour l'émergence de projets agricoles au sein de cette lisière (un espace expérimental de valorisation des déchets, un espace expérimental de micro-parcelles pour la durabilité des systèmes de production de grande culture, un espace expérimental de culture fruitière et maraîchère, et un espace d'accueil des publics).

Le programme de travaux porte sur l'aménagement des espaces publics de cette lisière agricole (hors travaux liés aux projets de recherches agricoles). Il s'agit de l'installation de clôtures pour délimiter les espaces expérimentaux des espaces publics sans entraver la perméabilité des vues, l'aménagement des cheminements, de jardins partagés, d'une noue plantée, d'espaces verts et de plantations (prairie, haies bocagères, remise boisée...).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.



Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la communauté d'agglomération Paris-Saclay a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier, et le déclenchement du bonus "biosourcé" pour deux des actions du programme.

Le coût travaux de l'opération est estimé à 6 004 279,07 M€ HT, et plafonné à 3 333 333,33 € HT.

Les 4 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier totalisent un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 6,2 M€.

Localisation géographique :

-  ORSAY
-  SACLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/QIE

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX LISIERE "PARC"	2 864 163,82	47,70%
TRAVAUX LISIERE "HUMIDE"	610 115,25	10,16%
TRAVAUX LISIERE "AGRICOLE"	2 530 000,00	42,14%
Total	6 004 279,07	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	1 000 000,00	16,65%
EPA PARIS-SACLAY	5 004 279,07	83,35%
Total	6 004 279,07	100,00%

DOSSIER N° EX067905 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ÉCOLOGIQUES - AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DU COEUR DE LA ZAC BOSSUT - QUARTIER BOSSUT - PONTOISE (95)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)

Délibération Cadre : CP2022-334 du 23/09/2022

Imputation budgétaire : 905-515-20422-551002-1900

Action : 551002063- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	4 684 125,41 € HT	30,00 %	1 405 237,62 €
	Montant total de la subvention		1 405 237,62 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPLA CERGY PONTOISE AMENAGEMENT
Adresse administrative : RUE DE LA GARE
95000 CERGY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Frédérique DIELAINE, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 1 juillet 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La société publique locale d'aménagement "Cergy-Pontoise Aménagement", propose l'opération "Aménagement des espaces publics du coeur de la ZAC Bossut", en tant qu'aménageur du quartier. La SPLA est le concessionnaire dans le cadre du traité de concession signé le 17 janvier 2012. Le concédant est la CA Cergy-Pontoise, qui est également le porteur du quartier innovant et écologique.

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier « Bossut », porté par « la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise », lauréat de la treizième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP n° 2022-408 du CP du 10 novembre 2022.

Le quartier Bossut est situé sur le territoire communal de Pontoise, à équidistance des deux polarités majeures de l'agglomération de Cergy-Pontoise, Cergy Préfecture et le centre-ville de Pontoise.

Les espaces publics du « Cœur de quartier » correspondent notamment aux abords des lots 8a, 9, 10, 14 et 20 (abords du Groupe scolaire Louis Bossut), situés au centre de la ZAC. Ces espaces assurent la jonction entre les composantes fonctionnelles du programme de la ZAC Bossut, c'est-à-dire les logements, équipements et les surfaces dédiées aux activités tertiaires et commerciales. Ils

représenteront des lieux de sociabilité, dont le fonctionnement rythmera la vie du quartier. Par ailleurs, ils ont été conçus en intégrant une dimension environnementale forte. Ils permettront d'assurer un certain nombre d'objectifs d'économies d'énergie et de préserver la santé des habitants. Ainsi, la rétention des eaux de pluie sera assurée par le biais de chaussées-réservoirs aménagées à partir des matériaux de démolition des anciens bâtiments. L'éclairage public sera équipé de LED permettant d'en faire décroître l'intensité selon les usages, et donc de consommer moins d'énergie. La mise en place d'un réseau d'énergie propre est prévue dans le cadre de l'aménagement des espaces publics, notamment le raccordement au chauffage urbain de la CACP. Les espaces verts qui seront aménagés au sein du « Cœur de quartier » s'inscrivent dans le cadre de la trame verte et serviront de support à la biodiversité locale. Enfin, ces espaces publics sont conçus pour favoriser les déplacements doux, peu émetteurs de gaz à effet de serre. Ainsi, la mise en place d'une zone 30 pour les voitures, l'installation d'une bande cyclable sur la voie ou encore d'une station VÉLO2 (vélo en libre-service) encouragent un usage plus raisonné de la voiture.

Il convient de souligner que ce site a été lauréat en 2009 de l'appel à projets « Nouveaux quartiers urbains » sur une première tranche de travaux : il a été accompagné financièrement à hauteur de 3,99 M€ pour la réalisation de deux opérations: la construction du groupe scolaire Gustave Loiseau et l'aménagement d'espaces publics.

Au total, chaque Quartier Innovant et Ecologique recrute 3 stagiaires, ventilés sur les différentes actions. Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Les 2 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier totalisent un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 3 966 981,10 €.

Localisation géographique :

 PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/QIE

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX (éligibles)	4 278 573,42	91,34%
HONORAIRES (éligibles)	405 551,98	8,66%
Total	4 684 125,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	1 405 237,62	30,00%
Cergy-Pontoise Aménagement	3 278 887,78	70,00%
Total	4 684 125,40	100,00%

Annexe 2 : Fiches-projets Réhabiliter plutôt que construire

DOSSIER N° EX070202 - REHABILITER PLUTOT QUE CONSTRUIRE - REHABILITATION D'UN ANCIEN BATIMENT AGRICOLE EN RESTAURANT SCOLAIRE - COMMUNE DE MACHAULT (77)

Dispositif : Réhabiliter plutôt que construire (n° 00001233)

Délibération Cadre : CP2022-334 du 23/09/2022

Imputation budgétaire : 905-515-2041412-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réhabiliter plutôt que construire	500 000,00 € HT	50,00 %	250 000,00 €
Montant total de la subvention			250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MACHAULT

Adresse administrative : MAIRIE
77133 MACHAULT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Christian POTEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2023 - 1 février 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Machault (779 habitants – INSEE 2019) propose l'opération « Réhabilitation d'un bâtiment agricole en restaurant scolaire ».

Le projet concerne la création d'un restaurant scolaire, en effet le besoin en équipement scolaire est important sur la commune. Selon les prévisions de la commune, la population communale devrait atteindre les 1000 habitants d'ici 5 ans.

Pour faire face à l'augmentation de la population, la commune souhaite rénover entièrement le corps de ferme des trois Maillets, aujourd'hui en friche, en cœur de village. Elle prévoit de construire un groupe scolaire comprenant 3 classes de maternelle, 5 classes d'élémentaire, une salle polyvalente, un centre de loisirs et un restaurant scolaire.

La réhabilitation de la ferme va permettre une dynamisation du cœur du village avec le regroupement de tous les équipements majeurs de la commune (école, crèche, salle polyvalente, service technique, associations) ainsi que les services à la population (boulangerie, épicerie).

La commune, propriétaire de la ferme, prévoit la construction d'un restaurant scolaire sans réaliser d'artificialisation et d'extension puisque le projet reprend le volume du bâtiment existant.

La construction se veut exemplaire sur plusieurs aspects environnementaux :

- Des ilots de fraîcheurs seront créés au niveau de la cour de la ferme avec la mise en place d'arbres de

haute tige.

- La performance énergétique sera améliorée avec comme objectif la RE2020.
- Les toitures exposées au sud seront équipées de panneaux solaires photovoltaïques.
- Les pierres meulières et la charpente en bois seront réutilisées pour créer du mobilier et des murets.
- Les eaux de pluies seront stockées pour l'arrosage des espaces verts, et les eaux de toitures seront récupérées dans des noues paysagées.
- L'utilisation des matériaux biosourcés (les cloisons bois et béton de chanvre seront fabriquées dans une usine du 77).

Concernant la desserte, le projet est situé en plein cœur de la commune, face à l'église. Le site est facilement accessible à pied ou à vélo et un parking ainsi qu'un dépôt minute existent à proximité. Le bus passe dans la rue des trois Maillets et un arrêt se situe à proximité de la ferme.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 530 000 € HT, plafonné à 500 000 HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

 MACHAULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	530 000,00	100,00%
Total	530 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	250 000,00	47,17%
ETAT dont DSIL (sollicité)	106 000,00	20,00%
COMMUNE	174 000,00	32,83%
Total	530 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX069778 - REHABILITER PLUTOT QUE CONSTRUIRE- REHABILITATION D'UN BATIMENT COMMUNAL EN DEUX LOGEMENTS LOCATIFS DONT UN PMR - COMMUNE DE MONTGEROULT (95)

Dispositif : Réhabiliter plutôt que construire (n° 00001233)

Délibération Cadre : CP2022-334 du 23/09/2022

Imputation budgétaire : 905-515-2041482-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réhabiliter plutôt que construire	331 565,00 € HT	50,00 %	165 782,50 €
Montant total de la subvention			165 782,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTGEROULT

Adresse administrative : RUE DE LA VALLEE
95650 MONTGEROULT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Alain MATEOS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2023 - 1 mars 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Montgeroult (350 habitants - INSEE 2019) propose l'opération "Réhabilitation d'un bâtiment communal en deux logements locatifs dont un PMR".

Ce projet concerne la création de 2 logements communaux, le besoin en logements locatifs étant important et rare dans cette commune rurale du Vexin.

Il s'agit d'un ancien corps d'une petite ferme. Les bâtiments étaient vraisemblablement d'anciennes étables ou écuries, des remises, une grange. Une partie aujourd'hui éboulée avait été transformée en local d'habitation. Une partie du sol est encore en terre battue.

La commune souhaite aujourd'hui restaurer et transformer cette propriété située au cœur historique du village, acquise en 2011, en valorisant le patrimoine bâti en accord avec les objectifs de la Région Île-de-France et du Parc naturel régional (PNR) du Vexin français.

Le projet prévoit la création de 2 logements F2 de 56 m2 dont celui du rez-de-chaussée sera réalisé aux normes PMR.

Aucune artificialisation ne sera réalisée par ce projet qui reprend strictement le volume du bâtiment existant.

La construction se veut exemplaire en matière environnementale avec le réemploi des pierres éboulées pour les murs et l'utilisation de matériaux biosourcés pour la construction : isolants biosourcé produits par Biofib, (isolation végétale produite en Vendée en circuit court) pour l'isolation des murs, isolants biosourcés produits par Steico, (isolation en fibre de bois) pour l'isolation de la toiture, enduit à la chaux pour le jointoiement des pierres de façades, parements intérieurs (plafond, murs, cloisons) en plaques de fibre-gypse Fermacell, chapes sèches acoustique en plaques de fibre-gypse Fermacell associées à un isolant en fibre de bois biosourcé, revêtement de sol en bois massif. Il n'y aura pas de composés organiques volatils (COV) dans les peintures.

Les eaux de pluie récupérées des toitures seront stockées dans une citerne et serviront d'arrosage au jardin public attenant.

Le projet est situé à 100 m de la gare SNCF de Montgeroult - Courcelles (Transilien - Ligne J Saint Lazare - Gisors) et bénéficie des arrêts des lignes interurbaines d'autocars organisées par le Département du Val d'Oise.

Le projet a été validé par l'Architecte des Bâtiments de France lors de l'instruction du permis de construire déposé le 07/07/2022.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 331 565,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

■ MONTGEROULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX (ÉLIGIBLES)	331 565,00	100,00%
Total	331 565,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	165 782,50	50,00%
COMMUNE	165 782,50	50,00%
Total	331 565,00	100,00%

Annexe 3 : Avenant à la convention EX057323 SAEM SADEV 94



DISPOSITIF « RECONQUÉRIR LES FRICHES FRANCILIENNES »
AMI n°3

Zac de la Charmeraie – SAEM SADEV Val de Marne (EX057323)

AVENANT N°1

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2023-018 du 25 janvier 2023,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Société d'aménagement et de développement des villes et du département
du Val de Marne
dont le statut juridique est : Société d'économie mixte
N° SIRET : 34121497100010
dont le siège social est situé au : 31 rue Anatole France 94300 Vincennes
ayant pour représentant Monsieur Pierre GARZON, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

En juillet 2021, à l'issue de la troisième session de l'AMI « Reconquérir les friches franciliennes », le projet porté par la Société d'aménagement et de développement des villes et du département du Val de Marne a été désigné lauréat (CP 2021-214) et s'est vu attribuer une subvention de 1 200 000 € correspondant à 15,94% d'une dépense prévisionnelle de 7 530 000 € HT. L'attribution cette subvention a donné lieu à la conclusion d'une convention de financement.

Par courrier en date du 29 septembre 2022, la Société d'aménagement et de développement des villes et du département du Val de Marne a fait part de l'évolution du calendrier de travaux qui ne permettra pas d'appeler la totalité de la subvention attribuée dans les délais impartis. Elle sollicite de ce fait le recentrage de l'assiette subventionnable sur une des phases du projet et la modification du taux de la subvention, sans impact sur le montant maximum de cette dernière.

Ci-dessus l'objet du présent avenant

SONT CONVENU(E)S DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT A LA CONVENTION

Par délibération n° CP2021-214 du 22 juillet 2021, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la Société d'aménagement et de développement des villes et du département du Val de Marne pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : Aménagement de la ZAC de la Charmeraie (référence dossier n° EX057323).

Le présent avenant a pour objet de modifier le taux d'intervention et la base subventionnable de la subvention sans impact sur le montant maximum de la subvention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire la modification du taux d'intervention le portant à 60% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel actualisé s'élève à 4 239 583.60 € HT, plafonné à 2 000 000€HT soit un montant maximum de subvention de 1 200 000€ HT.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de cet avenant n°1 à la convention.

ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent l'avenant à la convention et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2021-214 du 22 juillet 2021 et modifiée par la délibération n° CP2023-018 du 25 janvier 2023.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France et par délégation

Sandrine Lacaze
Directrice de l'Aménagement Durable du territoire

Le

Le bénéficiaire
SADEV 94
Monsieur Pierre GARZON, Président

Annexe 4 : Fiche-projet modifiée EX057323 SAEM SADEV 94

DOSSIER N° EX057323 - Reconquérir les friches franciliennes - SAEM- SADEV 94

Dispositif : Reconquérir les friches franciliennes (n° 00001196)

Délibération Cadre : CP2021-63 du 21/01/2021

Imputation budgétaire : 905-52-20421-152005-1700

Action : 15200501- Plan Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Reconquérir les friches franciliennes	2 000 000 € HT	60 %	1 200 000,00 €
Montant total de la subvention			1 200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SADEV 94 SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DES VILLES ET DU DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE

Adresse administrative : 31 RUE ANATOLE FRANCE
94300 VINCENNES

Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte

Représentant : Monsieur PIERRE GARZON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2021 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La friche objet de l'AMI est localisée au sein de la ZAC la Charmeraie (7ha), elle-même incluse dans le périmètre d'étude du Projet de Renouvellement Urbain d'Intérêt Régional du quartier de la Haie Griselle. Aujourd'hui, ce quartier présente une situation paradoxale : un environnement à fort potentiel (proximité de grandes infrastructures, présence de nombreux équipements, mais aussi d'espaces verts et de lacs), et dans le même temps des dysfonctionnements urbains et sociaux, appelant une intervention publique forte pour éviter la dégradation progressive du quartier.

La friche est constituée par le centre commercial Boissy 2, principal centre de rencontre du quartier de la Haie Griselle. Le centre commercial accueille des cellules commerciales, dont une moyenne surface alimentaire et un parking. La forme close du bâti et la faible lisibilité de ses entrées n'offrent néanmoins que très peu de porosité avec son environnement. Le bâti est dégradé (parties communes vétustes, architecture opaque et compacte, traces de dégâts des eaux à l'intérieur du bâtiment...) et les espaces extérieurs sont peu entretenus (présence de déchets en pieds d'immeubles). Le taux de vacance avoisinait les 70% en 2017.

Le projet de ZAC, mené par la SADEV 94, a pour objectif de désenclaver et renforcer l'attractivité du quartier en :

- créant un espace public de référence (au nord de la ZAC) ;
- réalisant un mail piéton de la gare vers le quartier de la Haie Griselle traversant la ZAC d'est en ouest ;
- prolongeant le chemin des lacs et la trame paysagère ;
- aménageant de larges espaces plantés au sol en continuité avec le parc habité ;
- créant des îlots de logements (650 logements en accession dont 50 en accession sociale), sur le modèle de l'urbanisme en plot, typique des années 70 et dans le prolongement des formes architecturales du quartier existant.

Le soutien régional porte sur les travaux de réalisation des espaces publics au sein de la ZAC de la Charmeraie (VRD, espaces verts, éclairage, signalétique et mobilier urbain) correspondant aux abords des lots 1 et 2 et dalle P1.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet de requalification de la friche.

Le montant des travaux s'élève à 4 239 583.60 € HT plafonné à 2 000 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 60%, soit une subvention de 1 200 000 € HT.

Localisation géographique :

■ BOISSY-SAINT-LEGER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (aménagement des espaces publics)	4 239 583.60	100,00%
Total	4 239 583.60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	1 200 000,00	28.30%
Autofinancement	3 039 583.60	71.70%
Total	4 239 583.60	100,00%

Annexe 5 : Contrat de projet partenarial d'aménagement Parc de Courtaboeuf

Contrat de projet partenarial d'aménagement

Parc de Courtabœuf



Historique des versions du document

Version	Date	Commentaire
V1.0	12/05/2022	
V2.0	24/05/2022	
V3.0	25/08/2022	
V4.0	30/11/2022	<i>Version corrigée le 1^{er}/12/2022</i>

SOMMAIRE

REMARQUE LIMINAIRE IMPORTANTE	4
PREAMBULE	4
A. L'OBJET ET LES PARTIES AU CONTRAT	5
A.1. Objectifs poursuivis par le contrat	5
A.2. Dénomination et localisation du projet	6
A.3. Signataires du contrat et partenaires associés	7
B. LE PROJET	8
B.1. Périmètre du projet	8
B.2. Ambition générale et principaux objectifs de programmation	9
B.3. Insertion du projet dans son contexte	11
B.4. Modalités opérationnelles et financières	13
B.4.1. Actions à mener : études, concertations et procédures -----	13
B.4.2. Les effets juridiques induits par le PPA : des conditions de réussite de la mise en œuvre opérationnelle du plan d'actions----	14
B.4.3. Programme d'actions -----	15
B.4.4. Bilan financier et calendrier -----	34
B.5. Gouvernance du contrat	35
B.5.1. Comité de pilotage stratégique -----	35
B.5.2. Comité de pilotage partenarial élargi -----	35
B.5.3. Comités de pilotage opérationnels -----	35
B.6. Animation technique du PPA	35
B.6.1. Comités techniques -----	35
B.6.2. Suivi et évaluation -----	36
C. LES ENGAGEMENTS DES PARTIES	36
D. MISE EN ŒUVRE DU PPA	38
D.1. Modalités de pilotage et principes de conduite du projet	38
D.2. Communication autour du projet	39
D.3. Durée et actualisation du contrat	39
E. LISTE DES ANNEXES	39
F. SIGNATURES	40

Remarque liminaire importante

Ce PPA marque la volonté de réunir l'ensemble des acteurs agissant sur le devenir et le développement du Parc de Courtabœuf. La liberté contractuelle autour du projet partenarial d'aménagement permet d'adapter le contenu du document à des objectifs variables dépendant du résultat d'études de faisabilité ou d'opportunité, de contraintes de planning, de choix politiques et d'arbitrages financiers.

Ce contrat précise ainsi le calendrier et les démarches qui permettront de valider progressivement le plan d'action qui sera porté par une gouvernance élargie, la concertation, l'évaluation environnementale des projets et de leurs effets cumulés, les autorisations d'urbanisme ou environnementales, la maîtrise foncière, l'équilibre financier, le financement des éventuels déficits d'opérations, le financement d'équipements publics ou d'infrastructures, etc.

Préambule

L'agglomération PARIS-SACLAY gère 60 parcs d'activités, autour d'un pôle d'excellence à vocation internationale : « le Campus Urbain Paris-Saclay ». Le Schéma Directeur de l'offre économique approuvé par l'agglomération en 2019, identifie 3 pôles de rayonnement parmi ces parcs : le parc d'activités de Courtabœuf, le pôle tertiaire et hub multimodal de Massy et le Campus urbain Paris-Saclay.

Le parc de Courtabœuf se différencie des autres parcs sous plusieurs aspects. Parc d'activités parmi les plus vastes de France, il s'étend sur 350 ha et compte parmi les plus grands d'Europe. Avec plus de 24 000 salariés, il comprend 1 200 entreprises, ce qui représente 1 000 000 m² de surfaces immobilières.

Son positionnement géographique, au cœur de l'agglomération PARIS-SACLAY, constitue un atout stratégique pour le territoire en étant la porte d'entrée Sud du pôle d'excellence PARIS-SACLAY, complémentaire au hub multimodal de Massy. Ces deux pôles économiques majeurs représentent une opportunité pour ce parc, inscrit dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National depuis 2009.

Le parc a connu plusieurs phases de développement depuis sa création, il y a 50 ans. Il a connu une croissance régulière en accueillant un tissu économique diversifié et son large potentiel foncier et immobilier est un sérieux atout et un gage de résilience.

Ce parc présente aujourd'hui un enjeu majeur de développement, à échelle régionale et connaît une forte mobilisation des acteurs. Celle-ci s'illustre aujourd'hui par un niveau d'investissement inédit en faveur de la rénovation de ce parc : ½ échangeur A10, l'échangeur du Ring des Ulis et de Mondétour sur la N118, éclairage public, assainissement, transports, fibre optique, pistes cyclables...

Au total, l'Etat (DIRIF), la Région Île-de-France, le Département de l'Essonne, l'Agglomération PARIS-SACLAY, les communes des Ulis, Villebon-sur-Yvette et Villejust ont mobilisé plus de 100 M€ d'investissement sur le secteur de Courtabœuf. Et à cet investissement public historique s'ajoute un niveau d'investissement privé tout aussi significatif (renouveau de Mosaic Parc, parc de l'Océane, parc de l'Atlantique, Projet TDF/Spirit, plusieurs projets de DATA Centers, étude « cœur de Parc », Grand Dôme/Réalités)...

Or, si la compétence « développement économique » est portée par la Communauté d'agglomération PARIS-SACLAY, l'instruction des permis de construire en OIN est portée par les services de l'Etat (DDT) et les évolutions législatives récentes notamment la loi Climat et résilience et la circulaire ZAN ont fait émerger une prise de conscience dans le besoin de renforcer encore davantage la gouvernance du Parc notamment afin d'optimiser le foncier, mieux gérer les demandes d'implantation en cohérence avec les cibles définies du Schéma directeur de Courtabœuf, créer de nouvelles centralités et mieux justifier l'urbanisation progressive des derniers secteurs du parc (Courtabœuf 8, 9 et 10).

Le Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) est élaboré en cohérence avec le CRTE et le PCAET.

Il intervient ainsi à un moment stratégique de la vie du Parc de Courtabœuf avec la volonté partagée par les services de l'Etat, de l'Agglomération et des communes concernées au premier chef, de resserrer la gouvernance du parc autour d'objectifs de développement, de services, et de gestion partagés et portés par leurs compétences respectives, la finalité étant d'affirmer la vocation du parc comme site d'accueil privilégié des entreprises productives issues du cluster PARIS-SACLAY.

A. L'objet et les parties au contrat

A.1. Objectifs poursuivis par le contrat

La création et le renforcement de grands pôles de compétitivité ou « clusters » pour soutenir le développement économique fait partie de l'ambition de notre région capitale. La vocation de ces pôles est de devenir des lieux de référence dans leurs domaines d'activités. Cette ambition est également urbanistique, la concentration organisée de ces activités permettant de rationaliser et de limiter l'étalement urbain. Le pôle innovation-recherche est situé autour du plateau de Saclay, sur le campus urbain.

La Communauté Universitaire PARIS-SACLAY regroupe aujourd'hui 65 000 étudiants, 15 000 chercheurs, 2 universités, 9 grandes écoles et 7 organismes de recherche, implantés sur le territoire de l'agglomération PARIS-SACLAY, ce qui lui confère une visibilité et attractivité internationale.

L'enjeu est de capitaliser sur ce potentiel de développement économique et scientifique remarquable pour constituer un lieu d'échange privilégié entre les entreprises et les acteurs de la recherche et développement. Il est indispensable d'en faire un lieu d'excellence où l'on envisage un développement économique permettant d'assurer la transition écologique, dans un objectif de résilience du territoire.

Du fait de son histoire, de sa localisation et de son poids économique, le parc de Courtabœuf doit être envisagé comme un pôle économique d'envergure, un « pôle de rayonnement », dédié prioritairement à **l'accueil et au développement des activités de production et technologiques à valeur ajoutée intégrant des logiques d'expérimentation et d'application.**

Dans cette optique, le projet de territoire de l'agglomération PARIS-SACLAY précise que Courtabœuf constitue un site privilégié pour les **nouveaux entrants issus des universités du plateau de Saclay** et pour les entreprises « sous-traitants, fournisseurs, entreprises de services, de production », soucieuses de trouver des solutions à brèves échéances.

La dimension du parc, la variété des solutions immobilières existantes ou à venir, son positionnement à l'immédiate proximité de la frange Sud du Plateau contribueront à consolider encore davantage un potentiel déjà réel dans l'économie francilienne.

Courtabœuf doit se montrer à la hauteur de cette ambition en recherchant l'exemplarité, qui inclut la prise en compte des aspects écologiques et énergétiques. Il s'agit donc de renforcer l'attractivité et la notoriété de Courtabœuf en agissant autour de 2 orientations principales :

- Passer du « parc » au « pôle » :

Le parc de Courtabœuf doit se connecter plus efficacement à l'écosystème de l'innovation et de la recherche du cluster, ce qui suppose de développer de **nouveaux équipements structurants** (centre de congrès / auditorium supports d'événements et de rencontres), de nouvelles solutions de mobilité, mais aussi travailler sur de nouvelles formes de synergies et partenariats avec les acteurs de l'innovation

- « Monter en gamme » :

Pour continuer d'attirer et ancrer les activités économiques ciblées, le parc de Courtabœuf doit s'affirmer comme un pôle productif et technologique à haut niveau de services pour les entreprises et les usagers. D'une part, les aménités et les facilités offertes sur le site doivent contribuer au **renforcement de la qualité d'usage à travers la convivialité et la vie sociale et sportive au quotidien**, condition de réussite pour permettre aux entreprises de recruter les meilleurs collaborateurs. D'autre part, le pôle doit offrir de nouvelles solutions adaptées aux besoins et attentes des entreprises, ce qui suppose de dialoguer ou de faciliter la mise en réseau de nouvelles formes de collaborations et coopérations interentreprises et de le faire savoir. Ces attentes incluent la mise en œuvre de leur transition écologique.

Ces deux orientations devraient permettre, à terme, de faire du parc de Courtabœuf un site d'accueil privilégié pour les entreprises innovantes issues de l'écosystème du plateau de Saclay mais aussi la vitrine productive, technologique et écologique du territoire, notamment en permettant aux acteurs économiques d'expérimenter in situ leurs propres innovations.

Ces objectifs nécessitent la mise en œuvre un plan d'action global avec différents niveaux d'intervention, en impliquant l'ensemble des acteurs publics et privés intervenant sur le parc, justifiant ainsi la conclusion d'un contrat de projet partenarial d'aménagement qui commencera par donner une nouvelle représentation de la gouvernance de ce parc.

A.2. Dénomination et localisation du projet

Le périmètre du contrat de projet partenarial d'aménagement intitulé « Courtabœuf » est le périmètre historique de Courtabœuf inscrit en OIN, comprenant les 10 secteurs de Courtabœuf ainsi que ses franges en interaction avec les communes des Ulis, Villebon sur Yvette, Villejust et partiellement Orsay (Le Bois Persan).



A.3. Signataires du contrat et partenaires associés

Afin d'établir les signataires du contrat, il est nécessaire au préalable de revenir sur l'historique et le socle de la gouvernance de Courtabœuf :

- 1999 : création de l'agence «Courtabœuf Développement», par les communes des Ulis, de Villebon-sur-Yvette et de Villejust
- 31/12/2006 : création du Syndicat mixte Courtabœuf Développement
- 2013 : fusion de la CA Europ'Essonne (CAEE) (*créée en 2008*) et de la CC Hurepoix (CCCH) (*créée en 2004*) regroupant ainsi les communes de Villejust et Villebon-sur-Yvette au sein de la CAEE
- 2013 : La CA du Plateau de Saclay (CAPS) (*créée en 2002*) est étendue à la commune des Ulis
- 2013 : signature de l'entente CAPS / CAEE instaurant une gouvernance unifiée sur Courtabœuf
- 2016 : fusion de la CAPS et de la CAEE, regroupement des 3 communes au sein de la communauté d'agglomération PARIS-SACLAY compétente en matière de développement économique
- Depuis 2009, Courtabœuf étant inscrit en OIN, les permis de construire sont délivrés par les Maires au nom de l'Etat ou par le Préfet. L'EPA PARIS-SACLAY est compétent en matière d'aménagement sans intervenir en initiative sur le périmètre de Courtabœuf.

Ces partenaires historiques de Courtabœuf que sont l'Etat, la CA Paris Saclay et les communes des Ulis, Villebon sur Yvette et Villejust, ainsi que la Région, le Département de l'Essonne, le SIAHVV et également l'EPA PARIS-SACLAY, l'EPFIF, Île-de-France Mobilités et la Banque des Territoires sont les principaux signataires :

Signataire	Représentant	Adresse
Etat	Monsieur Bertrand GAUME Préfet de l'Essonne	Boulevard de France - CS10701 91010 EVRY COURCOURONNES Cedex
Région Île-de-France	Madame Valérie PECRESSE, Présidente	2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN
Département de l'Essonne	Monsieur François DUROVRAY, Président	Boulevard de France 91012 EVRY COURCOURONNES Cedex
Communauté d'Agglomération PARIS-SACLAY	Monsieur Grégoire de LASTEYRIE, Président	21, rue Jean Rostand 91898 ORSAY Cedex
Commune des Ulis	Monsieur Clovis CASSAN, Maire	Rue du Morvan 91940 LES ULIS
Commune de Villebon-sur- Yvette	Monsieur Victor DA SILVA, Maire	Place Gérard-Nevers 91140 VILLEBON-SUR-YVETTE
Commune de Villejust	Monsieur Igor TRICKOVSKI, Maire	6 rue de la Mairie 91140 VILLEJUST
Etablissement public d'aménagement PARIS-SACLAY	Monsieur Philippe VAN DE MAELE, Directeur Général	6, boulevard Dubreuil 91400 ORSAY
Etablissement Public Foncier d'Ile de France	Monsieur Gilles BOUVELOT, Directeur Général	4/14 rue Ferrus 75014 PARIS
Île-de-France Mobilités	Madame Valérie PECRESSE, Présidente	39 bis - 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS
SIAHVV	Monsieur Michel BARRET, Président	12 Avenue Salvador Allende, 91165 Saulx-les-Chartreux
ADEME Ile de France	Monsieur Jérémie ALMOSNI, Président	6/8, rue Jean Jaurès 92 807 Puteaux Cedex
Banque des Territoires	Richard CURNIER, Directeur régional Ile-de-France	56, Rue de Lille 75356 PARIS 07 SP

Par ailleurs, d'autres partenaires publics ou privés qui participent et contribuent aux différentes actions du PPA sont identifiés. Ils sont pour la plupart membres des comités de pilotage opérationnels mais ne sont pas signataires du contrat de PPA. Pour autant, ils sont impliqués et concernés par la réussite du PPA :

- Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN) ;
- SMO Essonne numérique, SIPERREC, CAPS THD, dans le cadre du déploiement du réseau THD ;
- Associations et réseaux d'entreprises actives sur le parc de Courtabœuf : ADEZAC, CCI91, CMA91, MEDEF, etc ;
- Grands Comptes : IPSEN, LFB, BRUNEAU, NOVARTIS, HITACHI, GE, THALES, SFR, ALPINE CARS, etc ;
- Opérateurs et investisseurs privés : SPIRIT, AEW, SIV, Valor, Pierreval, Realités ;
- Opérateurs DATA center : COLT, DIGITAL REALTY ;
- Fournisseurs d'énergies : ENEDIS, RTE, GRDF, SIOM.

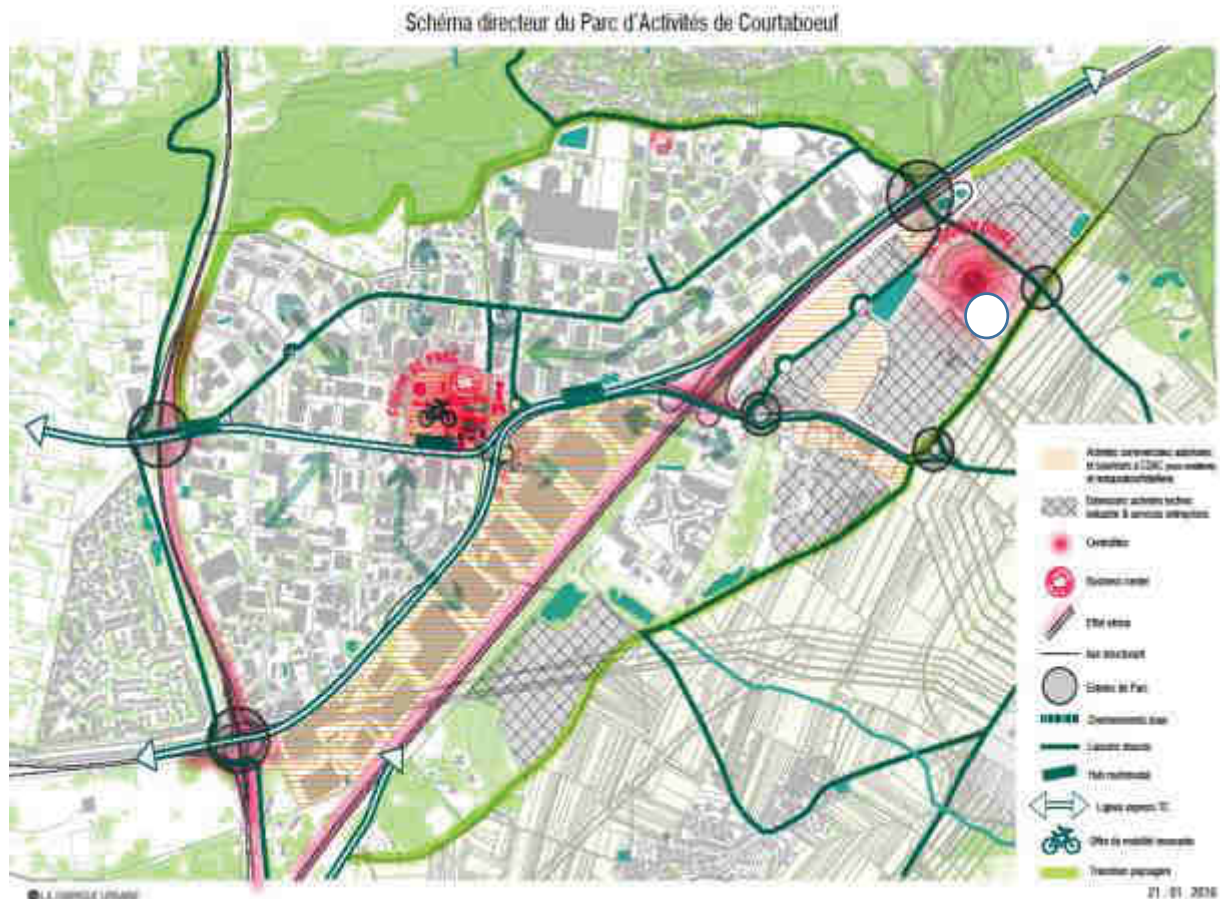
D'autres partenaires privés (opérateurs, investisseurs), organismes associatifs et représentants des entreprises, pourront être signataires du PPA par avenant, en fonction du déroulement précis des actions.

Rappel : les aménageurs ou personnes privées s'ils sont signataires du contrat « ne peuvent être mis en situation de conflit d'intérêts » selon les termes de l'article L.312-2 du code de l'urbanisme.

B. Le projet

B.1. Périmètre du projet

Le périmètre du projet est celui de L'OIN, étendu aux abords du parc en lien avec le réseau magistral (A10, N118) et sa liaison avec le Pôle Massy TGV. Ce périmètre d'action est illustré par le plan du schéma directeur de Courtabœuf approuvé en 2019 :



B.2. Ambition générale et principaux objectifs de programmation

Le parc de Courtabœuf nécessite de relever de nouveaux défis et notamment de :

- renforcer la gouvernance sur le parc avec l'ensemble des parties prenantes ;
- harmoniser les PLU communaux avec une OAP générale à l'échelle du parc en clarifiant les règles d'urbanisme pour que les nouvelles implantations correspondent aux cibles du schéma directeur de Courtabœuf, notamment en réduisant l'accueil d'activités commerciales, logistiques et de garages automobiles qui risquent de nuire à sa lisibilité économique ;
- optimiser l'usage du foncier :
 - en créant de la valeur par le renforcement de la densité bâtie pour tendre vers 58% sur les espaces déjà bâtis, ce qui correspond à un potentiel constructible de 150 000 m² SdP environ et 60% sur les extensions,
 - en proposant de nouveaux usages en faveur de l'amélioration de la qualité environnementale du site (trame verte et bleue), et la mutualisation de certaines fonctions (stationnement et gestion des eaux pluviales),
 - en réduisant la vacance structurelle sur la fonction tertiaire qui ne correspond pas au marché immobilier actuel et atteindre un taux de vacance inférieur à 8% d'ici 2026),
 - en maintenant à minima des ratios de fiscalité (44 000€/ha) et d'emplois/ha (70 emplois/ha) ;
- renforcer son offre de services aux salariés et visiteurs nombreux du parc, en améliorant la qualité des lieux de vie des entreprises et des usagers du parc en créant des lieux de vie et centralités attractives (Cœur de Parc, Grand Dôme) ;
- poursuivre la rénovation de ses infrastructures et son patrimoine bâti en l'adaptant aux exigences environnementales et aux nouvelles demandes d'équipements industriels quelle que soit leur importance, pour éviter l'apparition de friches sur les secteurs les plus anciens ;
- repenser sa desserte en transports en commun et développer les mobilités douces, alternatives et innovantes pour assurer une meilleure connexion au bassin d'emploi francilien, vers le pôle multimodal de Massy, la ville des Ulis et le Campus urbain PARIS-SACLAY ; et, par ailleurs pour faciliter les déplacements à l'intérieur du parc. L'objectif conjoint de ces actions doit viser l'amélioration du confort des usagers et diversifier les offres de mobilités pour accéder au parc ;
- inscrire le parc de Courtabœuf dans les objectifs du PCAET de l'agglomération PARIS-SACLAY approuvé en 2019, en recherchant sa performance environnementale et sa résilience tant sur le domaine public que privé (accompagnement des entreprises vers l'application du décret tertiaire, évolution des activités, évolution des interactions avec l'environnement) ;
- repenser l'accessibilité automobile et les liaisons douces cyclables en portant une vision d'aménagement en lien avec les infrastructures de transport, de stationnement dans le cadre de l'OIN, afin d'améliorer la circulation sur l'A10 et la RN118 et les accès principaux (Ring des Ulis et Mondétour) ;
- mettre en place une signalétique directionnelle et interne au Parc efficace et cohérente ;
- améliorer l'image et la notoriété du parc.

Le projet d'aménagement du territoire de Courtabœuf s'inscrit ainsi dans une ambition de sobriété et d'optimisation foncière aussi, la future OAP couvrira les 3 champs d'intervention suivants :

1. Affirmer la vocation productive et technologique du Parc et accompagner les nouveaux secteurs de développement

Courtabœuf doit renforcer son positionnement économique : pour continuer d'attirer et d'ancrer les activités économiques ciblées, le Parc doit s'affirmer comme un pôle productif et technologique à haut niveau de services pour les entreprises et les usagers, en interaction avec les activités innovantes du Plateau de Saclay et les autres secteurs d'activités, dont Massy, situés à proximité.

Pour atteindre cet objectif, une attention particulière doit être portée sur la définition des vocations d'activités à accueillir ou à proscrire : définir les natures d'activités à privilégier/à éviter, développer l'offre de services à destination des salariés et des usagers du parc, maîtriser les commerces à l'échelle du Parc, tant sur les secteurs bâtis que dans les sites de développement : cœur de parc, secteurs du Grand Dôme, de TDF, du parc de l'Océanie.

Une réflexion spécifique a été menée sur l'implantation des data-centers en pleine expansion sur le territoire depuis quelques années compte tenu des besoins accrus de stockage de données via la transformation numérique de notre économie.

Dans le cadre du développement du Parc de Courtabœuf, il est apparu souhaitable d'encadrer l'implantation des data-centers en identifiant un secteur d'accueil privilégié afin de limiter les implantations qui se feraient au détriment d'activités existantes sur le parc et qui y ont toute leur place.

Une démarche à l'échelle régionale est à renforcer pour identifier les secteurs d'accueil à privilégier pour les data-centers, en fonction de l'identification et de la localisation des besoins, des capacités d'alimentation en énergie, des possibilités de récupération de la chaleur fatale.

2. Accompagner la résilience du Parc et s'engager sur un aménagement durable du Parc

Le développement du parc doit se faire dans le cadre d'une démarche systématique d'utilisation économe et durable de l'espace. Les objectifs recherchés sont multiples: une réduction de la vacance du bâti, une sobriété foncière, une densification du bâti intégrant une mixité d'usages, une limitation de l'artificialisation des sols, voire une désimperméabilisation ou une renaturation de certains secteurs.

Plusieurs leviers ont été identifiés pour atteindre ces objectifs :

- Faire évoluer les règles de gabarit des constructions, les emprises, le traitement des espaces non bâtis et espaces verts ;
- encourager à la mutualisation d'équipements et de services ;
- mettre en valeur des trames verte et bleue qui contribuent par ailleurs à la qualité de vie des usagers ;
- soigner le traitement paysager et la gestion des franges extérieures du parc.

Les opérations de construction et de reconversion des sites seront à étudier dans une logique d'économie circulaire (exemples : valorisation des terres excavées, utilisation de matériaux biosourcés et géosourcés, réalisation de diagnostics ressources dans le cadre de reconversion ou de démolition/déconstruction pour favoriser le réemploi).

3. Améliorer l'accessibilité, la desserte et l'image du Parc

Un traitement plus qualitatif des entrées de parc, de la signalétique, des espaces publics mais également des façades des constructions visibles des axes de circulation doit être entrepris.

L'amélioration de la desserte du parc a été identifiée comme un levier incontournable pour le renforcement de l'attractivité du parc. Plusieurs projets sont en cours de réalisation ou de réflexion : ring des Ulis et de Mondétour, poursuite de la requalification des espaces publics, pôles d'échanges multimodaux, renforcement des stations de proximité et services associés (parkings sécurisés, véhicules électriques, navettes, etc.). Pour ce faire une réorganisation des lignes de bus va conforter l'offre de desserte en transports en commun et les connexions avec les réseaux structurants (voies dédiées) seront étudiées, notamment sur les axes N118 et A10.

Le réseau des mobilités actives est en constante évolution et va prochainement être renforcé par un ouvrage majeur : la réalisation d'une passerelle dédiée exclusivement aux piétons et cyclistes permettant le franchissement de l'A 10 et reliant les 2 parties du parc situées de part et d'autre de cette voie.

B.3. Insertion du projet dans son contexte

Le programme d'actions doit à la fois s'insérer dans la stratégie du schéma directeur de l'offre économique de l'agglomération PARIS-SACLAY et dans la stratégie de développement de l'OIN PARIS-SACLAY.

A cet égard, le Parc de Courtabœuf devra trouver sa place et sa vocation entre le cluster PARIS-SACLAY, le Hub de Massy, et le Pôle d'Orly.

Compte tenu des enjeux environnementaux actuels et des évolutions législatives et réglementaires dans ce domaine, le développement du parc de Courtabœuf devra également apporter une réponse exemplaire dans la mise en œuvre du PCAET, de la ZAN et plus globalement de la loi Climat et résilience.

Au plan réglementaire, le schéma directeur et l'étude d'optimisation foncière de Courtabœuf justifient une mise à jour des PLU communaux et une collaboration étroite avec les services de l'Etat pour que les nouvelles implantations autorisées correspondent aux cibles de ce schéma directeur :

Cibles principales	Activités innovantes et/ou technologiques Ingénierie / applications / laboratoires Services aux entreprises Services et commerces de proximité au sein des centralités définies (<i>cœur de parc, grand dôme et ponctuellement le long des axes structurants</i>) et dédiés aux usagers du parc d'activités Sièges
Cibles acceptables sous conditions*	Activités productives <i>générant de l'emploi et/ou de la ressource fiscale</i> Logistique à valeur ajoutée / messagerie <i>fonctionnant avec l'écosystème économique local</i> Fonctions supports (ou fonctions « aval » : réparation, maintenance, nettoyage, stockage,...) <i>sous condition de s'inscrire dans des formats et des fonctionnements optimisés au niveau foncier et immobilier</i>
Cibles à exclure	Commerce de détail dans les secteurs de l'équipement de la maison ou de la personne Les grandes surfaces alimentaires (<i>+ 1 000 m² SFV</i>) Les activités industrielles et TP/BTP qui nécessitent un entreposage extérieur nuisant à la qualité paysagère du parc Activités de logistique à faible valeur ajoutée

**Sont indiquées en italique les conditionnalités à intégrer*

Au-delà d'une vigilance particulière sur les cibles d'implantation, l'OAP générale de Courtabœuf devra permettre notamment de :

- Affirmer la vocation productive et technologique et optimiser l'utilisation du sol :
 - Se connecter efficacement à l'écosystème de l'innovation et de la recherche en créant des conditions d'accueil favorables aux entreprises liées à cet écosystème,
 - Maîtriser le développement des activités commerciales et logistiques en le limitant aux besoins des usagers du parc et des activités existantes,
 - Optimiser l'utilisation du sol : répondre aux besoins des entreprises existantes ou à s'implanter sans consommer d'espace naturel ;
- Accompagner la résilience du parc :
 - Promouvoir la nature en ville et la désimperméabilisation (zone de stationnements végétalisées perméables, toitures terrasse végétalisées, etc) et réduire les ilots de chaleur,
 - Promouvoir les continuités écologiques et les interactions entre trames verte et bleue avec une gestion des eaux pluviales,
 - Viser une réduction de la consommation d'énergie et recourir aux énergies renouvelables électriques et thermiques, ainsi que la chaleur de récupération (Data Center par exemple),
 - Préserver les caractéristiques architecturales remarquables du patrimoine ancien,
 - Encourager l'usage de matériaux recyclés et/ou renouvelables ;
- Améliorer l'accessibilité, la mobilité à l'intérieur du parc (circulations douces, pôles d'échanges etc) ;
- Améliorer la visibilité du parc (entrée de parc, cœur de Parc, traitement des façades et avenues principales) ;
- Conforter le cœur de parc avec un effet vitrine et le développement des équipements et services ;
- Conforter la polarité du Grand Dôme en articulation avec le développement des secteurs « TDF » et « parc de l'atlantique » ;
- Soigner les franges du parc (forestières et urbaines au nord et agricoles au sud).

Outre le Schéma Directeur de Courtabœuf (2019), les autres documents de planification et de programmation en termes d'urbanisme, d'activités économiques et de développement durable sont :

- Schéma Directeur de la Région Île-de-France (SDRIF), en cours de révision vers un SDRIF-E ;
- Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII 2022-2028) ;
- Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) ;
- Schéma régional climat air énergie (SRCAE) ;
- PLU des communes concernées qui retraduiront cette OAP Courtabœuf ;
- Actualisation du Projet de territoire de l'agglomération PARIS-SACLAY (2021-2031) ;
- Schéma de l'offre économique de l'agglomération PARIS-SACLAY (2019) ;
- Schéma de développement commercial de l'agglomération PARIS-SACLAY (2022) ;
- Etude optimisation foncière Courtabœuf de l'agglomération PARIS-SACLAY (2021) ;
- PDU de l'Île-de-France en cours de révision vers le plan de mobilité de l'Île-de-France ;
- Schéma cadre des mobilités du Département de l'Essonne ;
- Schéma des transports de l'agglomération PARIS-SACLAY (2018) ;
- Etude restructuration réseau de bus de Courtabœuf (2021) ;
- Plan Climat Air Energie Territorial de l'agglomération PARIS-SACLAY (2019-2024) ;
- Programme territoire engagé pour la transition écologique, engagé avec l'ADEME (2022)
- Schéma Directeur des Circulations Douces du Département de l'Essonne ;
- Schéma Directeur des Circulations Douces de l'agglomération PARIS-SACLAY ;
- PEB d'Orly et PPBE d'Orly.

Enfin, les documents stratégiques de financement en cours sont :

- CRTE CA Paris-Saclay / CC Pays de Limours Nord-Ouest Essonne (2022) ;
- CPER 2015-2020 (Ring des Ulis, Mondétour) ;
- CPRD Courtabœuf 2013-2023 (travaux de requalification du parc de Courtabœuf).

B.4. Modalités opérationnelles et financières

B.4.1. Actions à mener : études, concertations et procédures

Le Parc de Courtabœuf a déjà fait l'objet de nombreuses études depuis une vingtaine d'années afin de faire émerger les enjeux de son réaménagement pour lui permettre de mettre en perspective de nouvelles phases de développement en évitant un décrochage en termes de commercialisation et d'attractivité, dans un contexte francilien particulièrement concurrentiel :

- 2004 : étude de requalification et de développement du parc d'activités de Courtabœuf (Gaudriot)
MOA : Les Ulis, Villebon sur Yvette, Villejust et le conseil général de l'Essonne.
- 2013 : étude de stratégie économique et urbaine (hors cluster) (E&Y, HBS, Avant Projet)
MOA : EPA PARIS-SACLAY – ex-CAEE (CA PARIS-SACLAY)
- 2013 : Parc d'activités de Courtabœuf Dossier Contrat de Projet Région Département
MOA : Entente CAPS – CAEE
- 2014 : Positionnement des pôles économiques de PARIS-SACLAY (KATALYSE)
MOA : EPA PARIS-SACLAY
- 2014 : étude de positionnement et de développement de Courtabœuf (CMN Partners)
MOA : EPA PARIS-SACLAY
- 2015 : Plan déplacement interentreprises Courtabœuf
MOA : CCI Essonne
- 2015 : étude de circulation parc d'activités de Courtabœuf (SEGIC)
MOA : CA PARIS-SACLAY
- 2016 : étude patrimoniale de restauration de la ferme de Courtabœuf
MOA : CA PARIS-SACLAY
- 2016 : étude sur le niveau de service au sein du parc d'activités de Courtabœuf (Creaspace)
MOA : CA PARIS-SACLAY
- 2016 : schéma directeur d'assainissement de Courtabœuf (SETEC)
MOA : CA PARIS SACLAY / SIAHVY
MOA : CA PARIS-SACLAY
- 2018 : étude programmation économique et urbaine « Cœur de Parc »
MOA : CA PARIS-SACLAY
- 2019-2023 : Diagnostic / Expérimentation MaMob'
MOA : CA Paris Saclay
- 2020-2021 : étude de restructuration du réseau de bus de Courtabœuf
MOA : CA Paris Saclay
- 2021 : étude optimisation foncière Courtabœuf
MOA : CA PARIS-SACLAY en Co validation avec les communes, la Préfecture de Région, la préfecture de l'Essonne, la DRIEAT, la DDT, et en association avec l'EPFIF et l'EPA PARIS-SACLAY

Ces études, mises à disposition des partenaires signataires du PPA, ont déjà permis de justifier un ambitieux programme de travaux sur le parc :

- D'une part, au travers du programme de requalification de Courtabœuf (programme CPRD) ;
- D'autre part, au travers des projets portés par l'Etat, la Région et le Département comprenant : le ½ échangeur A10 (réalisé), le Ring des Ulis et le carrefour de Mondétour.

Au-delà de ce programme de travaux, l'ensemble des réflexions menées sur le parc a permis de convaincre les acteurs de bâtir un nouveau programme d'action en faveur d'une nouvelle phase de développement de ce parc qui forme le contenu de ce PPA.

Ce dernier repose sur 5 axes interdépendants, incluant pour chacun des études thématiques spécifiques :

- VOLET REGLEMENTAIRE
- VOLET INFRASTRUCTURES – MOBILITES – RESEAUX
- VOLET FONCIER, IMMOBILIER ET AMENAGEMENT
- VOLET ANIMATION – ATTRACTIVITE – IDENTITE
- VOLET TRANSITION ECOLOGIQUE

La mise en œuvre de ce plan d'action s'appuiera sur l'instauration d'une nouvelle gouvernance au travers du PPA et sur la mise à jour des PLU locaux, notamment par l'introduction d'une OAP générale qui fixera les objectifs et les moyens de ce plan d'actions.

Enfin, des modalités d'évaluation devront mettre en évidence l'impact environnemental et l'effet du PPA sur le parc lui-même et le reste du territoire de la communauté d'agglomération PARIS-SACLAY.

La participation des usagers et entreprises sera adaptée en fonction de l'échelle de chaque action et, en tout état de cause, cette participation volontariste s'illustre par l'intégration des représentants des acteurs économiques en tant que signataires de ce PPA.

B.4.2. Les effets juridiques induits par le PPA : des conditions de réussite de la mise en œuvre opérationnelle du plan d'actions

La contractualisation dans le cadre du projet partenarial d'aménagement permet notamment :

- l'intervention d'un EPA en dehors de son périmètre statutaire (en l'espèce Courtabœuf est inscrit dans le périmètre d'intervention de l'EPA Paris Saclay);
- l'intervention des agences d'urbanisme hors de leur périmètre ;
- la création d'un périmètre de Grande Opération d'Urbanisme ;
- la cession à l'amiable par l'État de terrains de son domaine privé à un EPCI signataire ou à son opérateur désigné ;
- le recours à la procédure de permis d'aménager multi-sites ;
- des mesures particulières aux fins de la requalification des ZAE : en effet ; l'article 220 de la loi Climat et résilience précise que dans certaines zones d'activités économiques en lien avec un projet partenarial d'aménagement (PPA) ou une opération de revitalisation de territoire (ORT), la loi permet au préfet de "mettre en demeure les propriétaires de procéder à la réhabilitation des locaux, terrains ou équipements" concernés, *"lorsque l'état de dégradation ou l'absence d'entretien par les propriétaires des locaux identifiés dans [l'IZAE] compromettent la réalisation d'une opération d'aménagement ou de restructuration de la zone d'activité"*.

B.4.3. Programme d'actions

- **VOLET REGLEMENTAIRE**

Mise à jour des PLU communaux : OAP générale, plan de zonage et règlement	
Maîtrise d'ouvrage	Communes des Ulis, Villebon-sur-Yvette, Villejust
Partenaires associés	CA PARIS-SACLAY, DDT, EPFIF, EPA PARIS-SACLAY
Objectif/contenu	<p>Traduire réglementairement le schéma directeur de Courtabœuf par une OAP générale qui portera les ambitions du PPA et du PCAET permettant d'instruire les permis de construire selon les cibles autorisées, tout en favorisant la constructibilité du parc et son optimisation foncière.</p> <p>La méthodologie de travail est une méthodologie de co-construction avec les 3 communes concernées.</p> <p>L'OAP générale, multithématique, permet d'établir un cadre réglementaire pour maîtriser l'évolution du territoire dans l'ambition générale du projet d'aménagement, pour répondre aux enjeux de sobriété foncière (par l'optimisation des implantations et la mutualisation des usages), de résilience vis à vis du changement climatique (que ce soit au regard du développement des mobilités décarbonées, de la gestion de l'eau, de la sobriété énergétique et de la production d'ENR&R (de Récupération), de la lutte contre les îlots de chaleur...), d'intégration dans le paysage, et de développement de la vocation productive et technologique de Courtabœuf dans le cadre du projet global de l'OIN Paris-Saclay.</p>
Calendrier	<p>Etude lancée en 2021 par la CA PARIS-SACLAY en lien avec les communes</p> <p>Validation de principe de l'OAP générale : juin 2022</p> <p>Traduction réglementaire et Modification des PLU : 1^{er} trimestre 2023</p>
Coût estimé	34 500 €HT
Financements	CA PARIS-SACLAY, communes (frais de procédure : enquête publique)



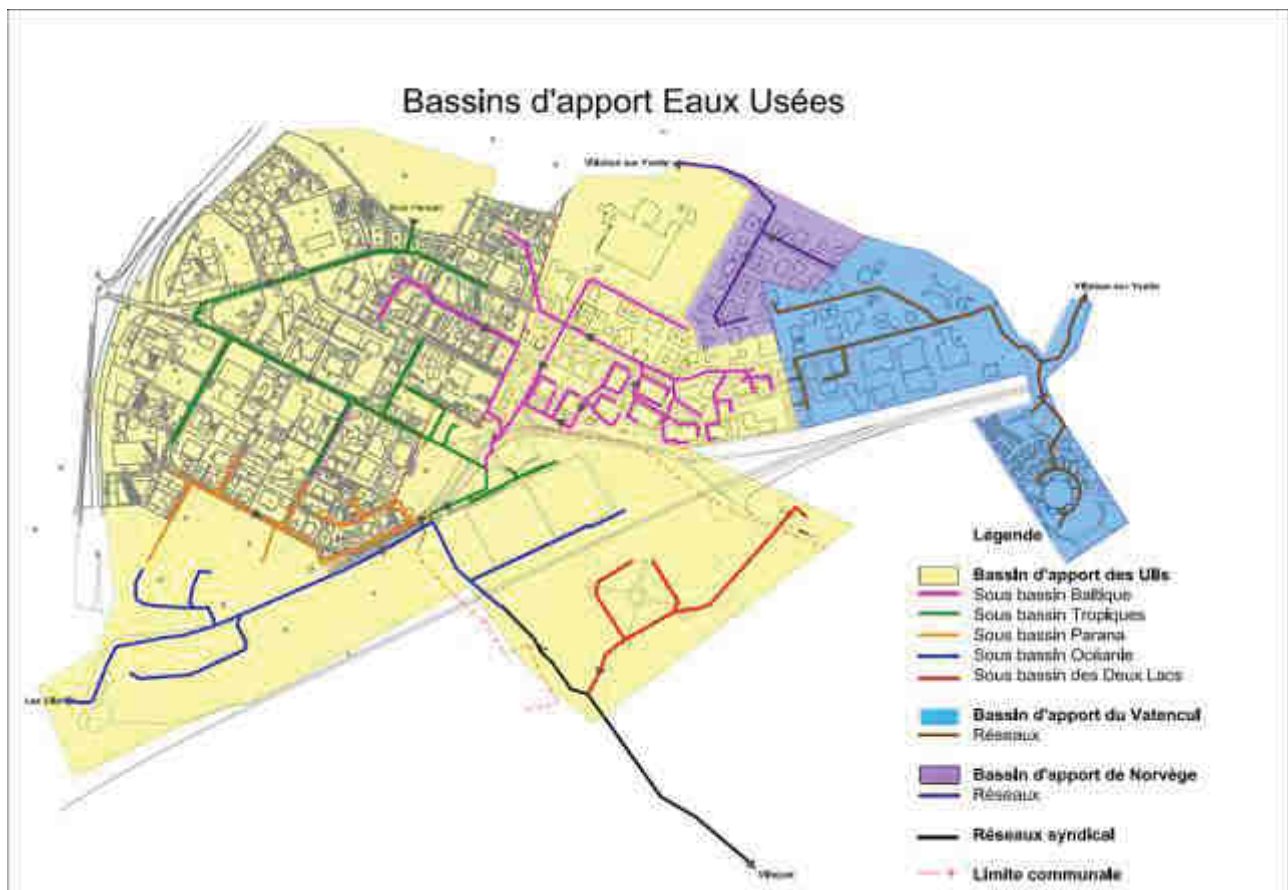
*Projet d'OAP
(en cours
d'élaboration)*

Coordination sur l’instruction des permis des construire et demandes d’agréments immobiliers	
pilote	DDT (périmètre OIN) et DRIEAT
Partenaires associés	CA PARIS-SACLAY, communes, EPA PARIS-SACLAY (seuil de 5000 m ² mini)
Objectif/contenu	<p>Mettre en place une coordination étroite entre les services de l’Etat et les collectivités dans le cadre de l’instruction des autorisations d’urbanisme (mission de la DDT en OIN) et des demandes d’agréments.</p> <p>Cette action pourra se traduire par l’organisation de réunions de partage en amont du dépôt des dossiers, et par l’élaboration d’outils d’accompagnement comme une fiche type d’analyse des demandes d’agrément permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> * de vérifier la bonne prise en compte des nouvelles orientations agréments entrepôts et data-centers: https://www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/orientations-de-la-prefecture-de-region-pour-l-a5540.html * de s’assurer de la cohérence des projets avec l’OAP des futurs PLU communaux et le schéma directeur de Courtabœuf
Calendrier	- à partir de septembre 2022
Coût estimé	-
Financements	-

Coordination sur l’instruction des autorisations CDAC commerces	
pilote	DDT (périmètre OIN)
Partenaires associés	Communes, CA PARIS-SACLAY, EPA PARIS-SACLAY, CD91
Objectif/contenu	<p>Mettre en place une coordination étroite entre les services de l’Etat et les collectivités dans le cadre de l’instruction et la délivrance des autorisations CDAC et en coordination avec l’EPA PARIS SACLAY sur la zone de chalandise du campus urbain</p> <p>Instruire les demandes de CDAC au regard du schéma directeur de Courtabœuf, du schéma d’offre commercial, de la future ORT et des futurs PLU communaux qui intégreront l’OAP Courtabœuf</p>
Calendrier	- à partir de septembre 2022
Coût estimé	-
Financements	-

Adaptation règlement d’assainissement en ZAE	
Maîtrise d’ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	DDT (service de l’Eau), SIAHVY, communes, propriétaires privés
Objectif/contenu	<p>Réaliser une modélisation du réseau d’assainissement de Courtabœuf en étudiant les possibilités de rétention mutualisée à l’échelle de sous-bassins versants.</p> <p>En fonction du résultat de cette étude de modélisation, adapter le règlement d’assainissement de la CA PARIS SACLAY, en lien avec le code de l’urbanisme, pour permettre une rétention des EP mutualisée à l’échelle de ces sous bassins versants, sur domaine privé ou sur domaine public avec participation financière du pétitionnaire.</p>
Calendrier	<p>Lancement étude modélisation : novembre 2022</p> <p>Rendu étude : juin 2023</p> <p>Adaptation règlement assainissement : juin 2024</p>
Coût estimé	200 000 €HT
Financements	A valider avec AESN

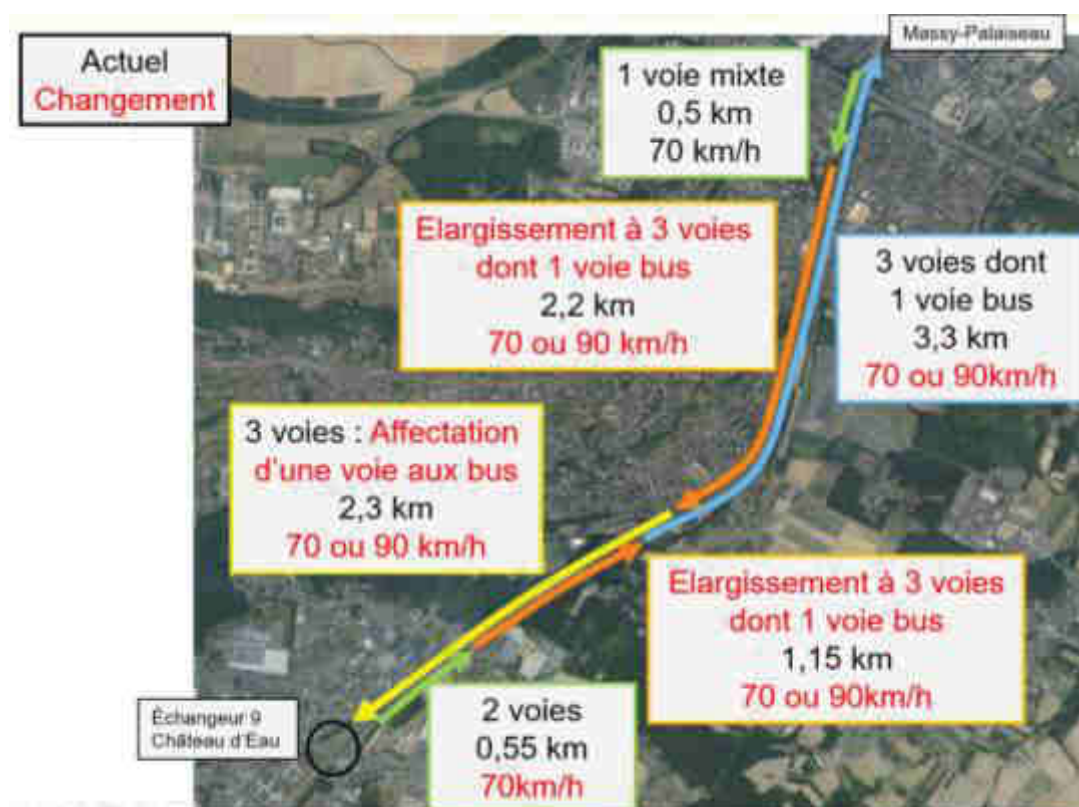
Conformité des rejets industriels	
Maîtrise d'ouvrage	SIAHVY
Partenaires associés	AESN, CA PARIS-SACLAY, communes, CD91, propriétaires privés
Objectif/contenu	<p>Poursuivre la mission engagée par la cellule animation industrielle du SIAHVY qui suit la mise en conformité des rejets industriels auprès de chaque entreprise du parc :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement des établissements économiques, montage et renouvellement des ASD Assurer la séparativité des EU/EP • Vérifier la conformité des rejets industriels • Préconisation de mises aux normes et accompagnement à la recherche de financement
Calendrier	En cours
Coût estimé	déjà budgété
Financements	SIAHVY (couts induits des visites), AESN (financement des travaux), entreprises



• **VOLET INFRASTRUCTURES – MOBILITES – RESEAUX**

INFRASTRUCTURES

Finalisation TCSP / BHNS Massy - Les Ulis : Phase 1 - voie dédiées restantes sur A10	
Maîtrise d'ouvrage	A Définir
Partenaires associés	DIRIF, IdFM, CD91, CA PARIS SACLAY, communes, Etat, RIF, associations d'entreprises
Objectif/contenu	<p>Prioriser l'action au schéma Directeur des voies réservées animé par le CD91</p> <p>Notamment avec les voies dédiées aux bus sur l'autoroute A10 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sens Paris->Province entre Massy et le Château d'eau de Villebon-sur-Yvette (4,5 km) - sens Province->Paris prolongement de la voie dédiée actuelle depuis Villebon jusqu'au Château d'eau de Villejust (1,7 km)
Calendrier	2023-2026 : à préciser selon les priorités retenues dans le CPER et le schéma des voies réservées
Coût estimé	22 M€ (études et travaux)
Financements	Pas de financement acté : projet à prioriser dans le cadre de l'élaboration du prochain CPER, sans préjuger du résultat

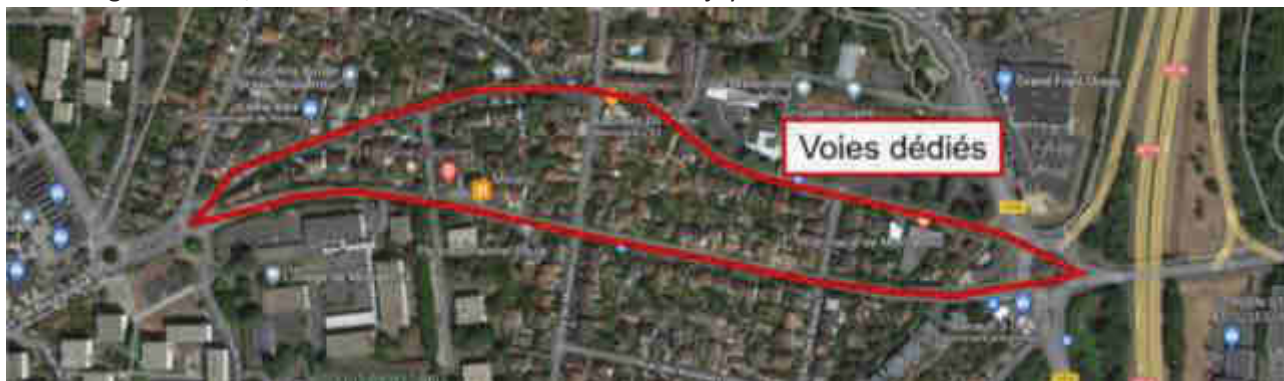


Finalisation TCSP / BHNS Massy - Les Ulis : Phase 2 – Aménagements de voiries Courtabœuf et Orsay	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	communes, CD91, IDFM, Etat, RIF, associations d'entreprises
Objectif/contenu	Etudes et travaux pour réaliser des couloirs bus ou aménagements en faveur des transports en commun sur les RD118, RD218, rues de Montjay et de la Ferme.
Calendrier	2026-2030
Coût estimé	Programmation Etudes et travaux à valider avec les partenaires (estimation : XX M€)
Financements	A valider avec les partenaires : IDFM, CA PARIS SACLAY, CD91

Traversée du TCSP / BHNS à Courtabœuf : RD118 / RD218 :

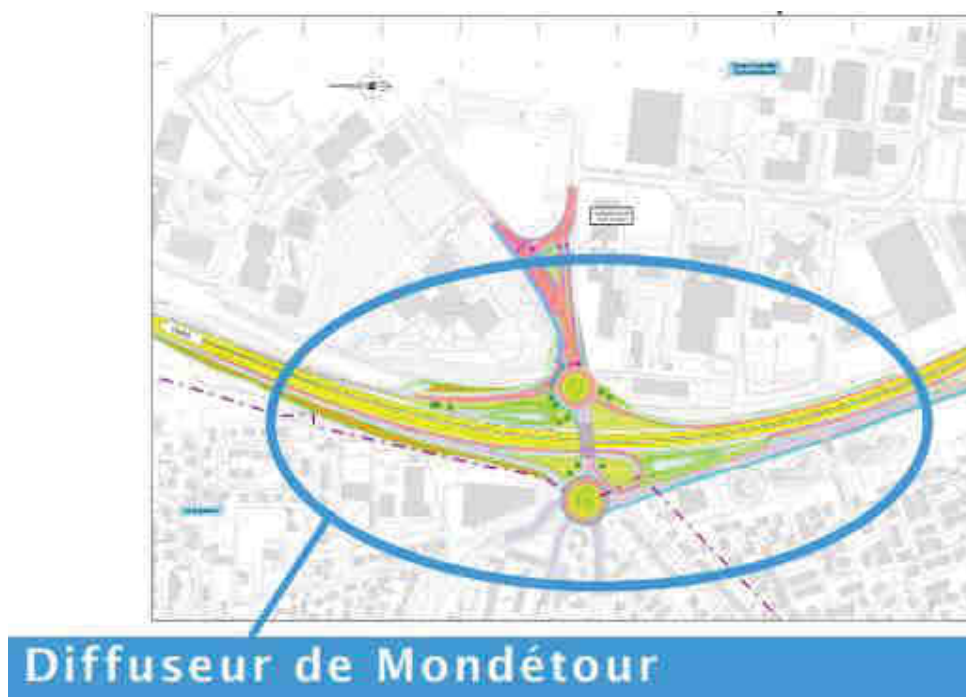


Bouclage du TCSP / BHNS rue de la ferme et rue de Montjay à l'ouest de Mondétour :



Finalisation du TCSP / BHNS Massy - Les Ulis : Phase 3 – intégrer les mobilités alternatives (transports collectifs BHNS, vélos, piétons) sur le diffuseur de Mondétour	
Maîtrise d'ouvrage	CD91
Partenaires associés	communes, CA PARIS SACLAY, IDFM, Etat, RIF, associations d'entreprises
Objectif/contenu	Etudier et réaliser des aménagements de voies dédiées (marquage ou site propre) afin de rendre plus performantes les lignes de TC et assurer les continuités des circulations douces
Calendrier	Voir action suivante : réaménagement du diffuseur de Mondétour
Coût estimé	
Financements	

Réaménagement de l'échangeur du Ring des Ulis et du diffuseur de Mondétour	
Maîtrise d'ouvrage	CD91
Partenaires associés	Etat (DIRIF), RIF, CA PARIS-SACLAY, communes, RIF, IDFM
Objectif/contenu	Réalisation des travaux de réaménagement des 2 entrées principales du parc de Courtabœuf Une réflexion sur l'intégration des modes actifs et des transports en communs sera intégrée pour finaliser la 3ème phase du TCSP / BHNS Massy les Ulis pour la traversée du diffuseur de Mondétour
Calendrier	2021-2027 (TRAVAUX EN COURS) 2027-2030 Finalisation et adaptation du diffuseur Mondétour aux transports en communs et modes actifs
Coût estimé	50 M€
Financements actuels	30 M€ CD91 – 10 M€ RIF – 10 M€ Etat (volet transport du CPER 2015-2020 prorogé jusqu'en 2022)



Poursuite des Travaux de requalification / remise aux normes du Parc de Courtabœuf /renforcement des services dédiés aux mobilités électriques	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	RIF, CD91, communes, associations d'entreprises
Objectif/contenu	<p>Poursuivre les travaux de requalification et de mise aux normes environnementales et réglementaires des espaces publics et réseaux du parc (hors périmètre CPRD) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Voirie (renforcement de l'existant, création) • Arrêts de transports en commun • Aménagements paysagers • Optimisation de l'éclairage public • Stations recharge de véhicules électriques (IRVE), selon SDRIVE existant • Gestion des eaux pluviales / désimperméabilisation • Valorisation du paysage et de la biodiversité / ilots de fraîcheur • Développement d'un réseau de chaleur
Calendrier	2023-2027
Coût estimé	<p>schéma accessibilité PMR : 30 000 €</p> <p>diagnostics techniques : 300 000 €</p> <p>Travaux : 8 M€</p>
Financements	<p>RIF, CD 91, IdFM selon dispositifs mobilisables</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>IRVE : dispositif régional potentiellement mobilisable, CEE ADVENIR</i> • <i>SIGEIF contrat développement ENR signé avec ADEME et fonds chaleur ADEME</i> • <i>Contrat aménagement régional (CAR) potentiellement mobilisable sur travaux d'espaces publics</i> • <i>Arrêts TC : dispositif IdFM</i> <p>Reste à charge CA PARIS SACLAY – Villes (pacte financier)</p>

MOBILITES

Elaboration d'une stratégie de promotion/développement du covoiturage à l'échelle de la zone	
Maîtrise d'ouvrage	A Définir
Partenaires associés	EPA PARIS SACLAY, CA PARIS-SACLAY communes, associations d'entreprises, IdFM, ADEME, RIF
Objectif/contenu	<p>Le développement du Parc de Courtabœuf est fondé sur l'ambition d'un pôle exemplaire notamment concernant les aspects écologiques et énergétiques, connecté plus efficacement à l'écosystème de l'innovation et de la recherche du pôle scientifique et technologique plateau de Saclay et aux autres pôles de compétitivité du territoire et, à cet effet, doté de nouveaux équipements structurants d'envergure, accessibles à tous.</p> <p>De nombreuses études stratégiques sur la mobilité ont déjà été réalisées sur la zone notamment pour organiser, les infrastructures de transports, la desserte en transport en commun, le développement des circulations douces ou encore les réflexions autour des plans de mobilités d'entreprises et inter-entreprises. Une approche complémentaire sur le volet des mobilités routières partagées pourrait être conduite incluant le covoiturage ou l'autopartage et permettant de contribuer également à la réduction des impacts environnementaux et la valorisation des espaces actuellement occupés par le stationnement.</p>
Calendrier	2023
Coût estimé	60 000 €
Financements	ADEME, CPS, AMI TENMOD (France Mobilités)

Création d'un pôle multimodal au carrefour des avenues du Canada et des Tropiques (lien RN118) Et Réflexion sur la constitution d'un pôle multimodal en interface A10/Château d'eau	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	CD91, Etat, RIF, IDFM, communes
Objectif/contenu	Réalisation des travaux de réaménagement du carrefour des avenues du Canada et des Tropiques avec intégration d'une station multimodale en lien avec le projet de réaménagement de l'échangeur du Ring des Ulis et de Mondétour et prise en compte de l'ensemble des mobilités (routière, transports en commun, cycle, piéton). Cette action inclut une interface avec les études sur voies dédiées sur la RN118 avec son interconnexion à Mondétour Engager des réflexions sur un pôle multimodal A10/RD118 au droit du Château d'eau
Calendrier	2023-2025
Coût estimé	Etudes d'opportunité pôle d'échange A10/châteaux d'eau : 40 000 € Travaux Pole Tropiques / Canada : 2 M€ - travaux Châteaux d'eau : à définir
Financements	RIF, Etat, IdFM : selon dispositifs mobilisables Reste à charge CA PARIS SACLAY – Villes (pacte financier)

Mise en place d'un P+R et station de covoiturage	
Maîtrise d'ouvrage	A définir
Partenaires associés	communes, CD91, IDFM, ADEME, institut Paris Région (IPR), EPA PARIS-SACLAY, Banque des Territoires, CEREMA
Objectif/contenu	Etudier la mise en place d'un P+R ou de station de covoiturage au Ring des Ulis, avec identification d'une réserve foncière. Créer une intermodalité avec les lignes urbaines et interurbaines en passage à proximité du Ring. Cette action inclut les études de TCSP sur la RN118 avec son interconnexion avec le Ring des Ulis Expérimenter les solutions de mobilités innovantes et de stationnement mutualisées proposées par l'EPA PARIS SACLAY, en coordination avec les actions menées sur le campus urbain
Calendrier	2025-2026
Coût estimé	4 M€
Financements	Etudes : ADEME (jusque 200 K€), RIF, IdFM Travaux : IdFM, RIF, CA PARIS SACLAY, (selon dispositifs mobilisables)

Etude de requalification de l'avenue de l'Océanie (RD 118) en boulevard urbain	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS SACLAY
Partenaires associés	CD91, DIRIF, communes, IDFM
Objectif/contenu	Etudier la transformation de cette artère principale en boulevard urbain permettant d'assurer les traversées piétonnes dans les différents secteurs de Courtabœuf, en améliorant la circulation des transports en commun et des cycles, en mettant aux normes d'accessibilité les arrêts de bus et cheminements piétons afférents
Calendrier	A définir
Coût estimé	75 000 €
Financements	A définir

Mise en œuvre du plan de restructuration du réseau bus	
Maîtrise d'ouvrage	IDFM - CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	communes, CD91, associations d'entreprises, RATP-CAP SACLAY
Objectif/contenu	Etude de restructuration du réseau de bus réalisée par la CA PARIS-SACLAY. Expertiser le projet de restructuration par l'opérateur et mettre en œuvre la nouvelle offre
Calendrier	2024-2025 (développement phasé)
Coût estimé	Jusqu'à 6 M€/an max en fonctionnement – à valider
Financements	A définir entre IdFM et la CA PARIS SACLAY



O/D Massy – Courtabœuf – Les Ulis :

Ligne 4 : Massy ↔ Bures – Université via les Ulis via Parana

Ligne 21 Massy ↔ Les Ulis via Ctbef via Canada

O/D Massy – Courtabœuf – Sud-Est CA PARIS SACLAY :

Ligne 24 : Massy ↔ Montlhéry via Québec/Gd Dôme et Villejust-Bourg

Ligne 25 : Massy ↔ Ste Geneviève via Ctbef - Brûlerie

Ligne 26 : Massy ↔ Linas via Ctbef zone mixte

O/D Orsay – Courtabœuf – Est CA PARIS SACLAY

:

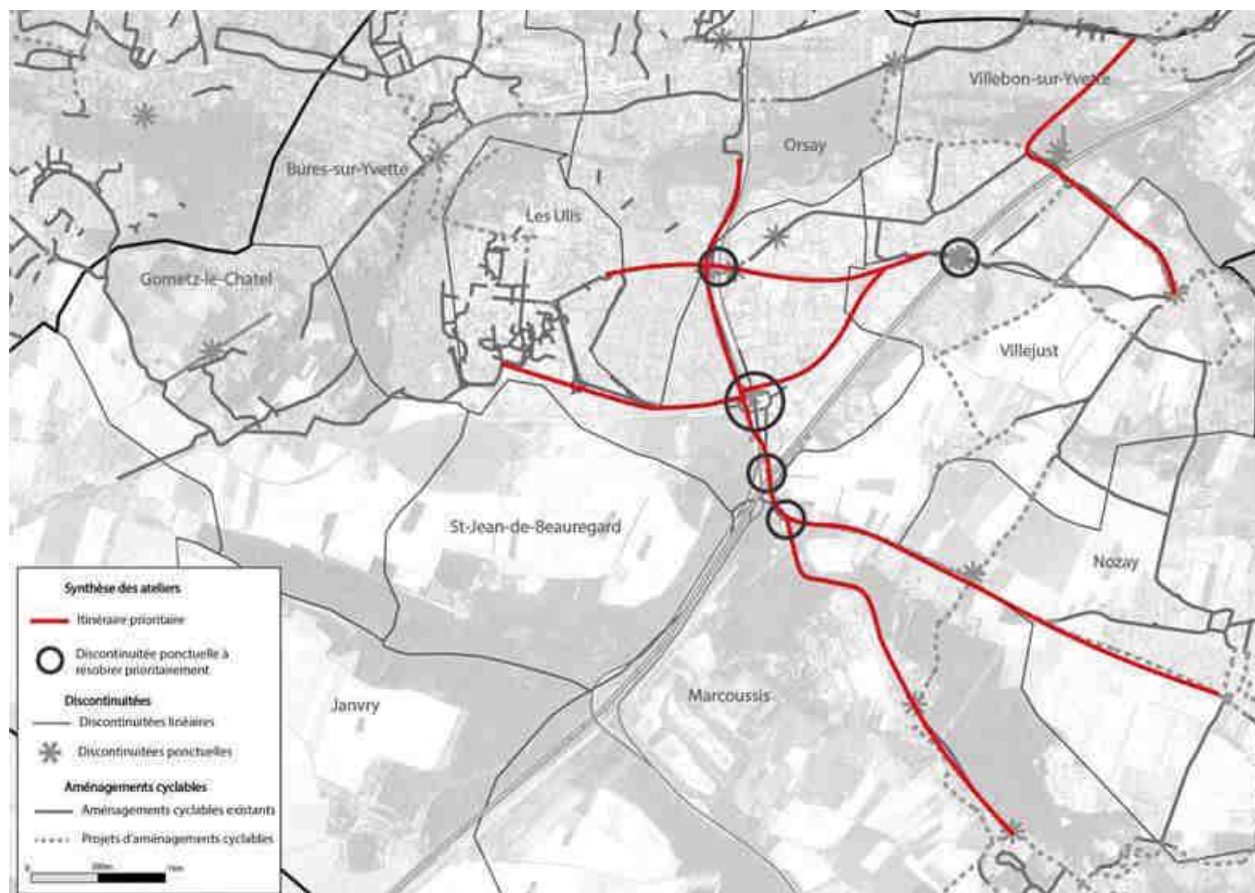
Ligne 5 : Orsay ↔ Marcoussis (fusion ligne 5 + DM10)

Ligne 22 : Orsay ↔ Longjumeau via Ctbef/Gd Dôme

Ligne 17 : Épinay ↔ Orsay (inchangée)

LIAISONS DOUCES CYCLABLES

Mise en œuvre d'un plan des circulations actives internes au Parc de Courtabœuf	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	RIF, CD91, communes, DDT, Banque des Territoires, associations d'entreprises
Objectif/contenu	<p>Réaliser un plan des circulations douces (vélo, piéton) spécifique au Parc de Courtabœuf :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Schéma Directeur cyclable • Programme pluriannuel d'investissement <p>Celui-ci devra intégrer les infrastructures, le jalonnement, les services à l'utilisateur, et le stationnement, ainsi que la mise aux normes PMR</p>
Calendrier	2023-2027
Coût estimé	<p>Etude schéma Directeur : 40 000 € / hors ETP (financement possible ADEME dispositif AVELO))</p> <p>Travaux : 6 M€</p>
Financements	<p>Etudes : 30% CA PARIS SACLAY - 40% ADEME - 30% Banque des Territoires</p> <p>Travaux : RIF, CD 91, selon dispositifs mobilisables (plan vélo, etc.)</p> <p>Reste à charge CA PARIS SACLAY – villes (pacte financier)</p>



Création passerelle cyclable Mondétour	
Maîtrise d'ouvrage	CD91
Partenaires associés	CA PARIS-SACLAY, DIRIF, communes
Objectif/contenu	Etude réalisée Réalisation des travaux d'aménagement de la passerelle cyclable au-dessus de la RN118
Calendrier	2022-2026
Coût estimé	3,2M€
Financements	CD91, RIF (financement déjà obtenu : plan vélo départemental)

Poursuite de la liaison douce Marcoussis – Villejust – Ring des Ulis	
Maîtrise d'ouvrage	Phase 1 :CD91 / Phase 2 : A définir
Partenaires associés	DIRIF, RIF, CA PARIS SACLAY, Communes
Objectif/contenu	- Phase 1 – MOA CD91 : tronçon RD35, entre le rond-point de la Fontaine de Jouvence et la Folie Bessin : 1,4km - Liaison hors agglomération - Phase 2 – A DEFINIR tronçon RD446, entre le rond-point de la Folie Bessin et le ring des Ulis avec Franchissement A10 : 700m
Calendrier	Phase 1 : 2023-2027 Phase 2 : à définir
Coût estimé	Phase 1 : 2 M€ / Phase 2 : 6 M€ (dont 3 M€ pour le franchissement)
Financements	Phase 1 : CD91 (financement déjà voté) Phase 2 : RIF, CA PARIS SACLAY, CD91 : A définir

ASSAINISSEMENT

Poursuivre la mise aux normes du réseau d'assainissement	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS SACLAY
Partenaires associés	DDT (service de l'Environnement), SIAHVY, AESN, propriétaires privés
Objectif/contenu	Poursuivre la mise aux normes du réseau d'assainissement (Priorité 2 et 3 schéma directeur assainissement et selon résultat modélisation).
Calendrier	2025-2027
Coût estimé	3 M€
Financements	A définir : AESN, CD91, SIAHVY, CA PARIS SACLAY, entreprises privées

TRES HAUT DEBIT

Poursuite déploiement réseau THD	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY / SIPPEREC/COVAGE, DSP CAPS THD Orange (Les Ulis)
Partenaires associés	CD91, SMO Essonne Numérique, communes, associations d'entreprises
Objectif/contenu	Renforcer la qualité et le déploiement du service très haut débit
Calendrier	2022-2027
Coût estimé	Inclus au budget de la DSP PARIS-SACLAY – SIPPEREC, CAPS THD
Financements	

• **VOLET FONCIER, IMMOBILIER ET AMENAGEMENT**

FONCIER ET IMMOBILIER

Suivi outil optimisation foncière	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	Préfecture de Région / DRIEAT, Préfecture de l'Essonne / DDT, EPFIF, communes
Objectif/contenu	Mise à jour de l'outil numérique d'optimisation foncière (application issue de l'observatoire et économique et fiscal et SIG de la CA PARIS SACLAY) Mise à jour des gisements fonciers et immobiliers sur le parc permettant : <ul style="list-style-type: none"> - Une densification du parc - Une mutualisation des espaces ouverts - Un usage raisonné du foncier permettant la mise en œuvre des politiques en matière de trame verte et bleue (atlas biodiversité)
Calendrier	2022-2024
Coût estimé	80 000 € sur 3 ans (développement, acquisition, formation)
Financements	CA PARIS SACLAY, PIA4 démonstrateur territoire durable

Suivi des Déclaration d'intention d'aliéner	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS SACLAY
Partenaires associés	Communes,
Objectif/contenu	Transmission par les 3 communes des DIA intervenant sur le parc avec la possibilité de déléguer le droit de préemption sur le périmètre de Courtabœuf et en particulier sur les secteurs stratégiques qui seront conjointement identifiés par les partenaires
Calendrier	Action récurrente
Coût estimé	-
Financements	-

Stratégie foncière et recherche de prospects	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS SACLAY
Partenaires associés	Communes, EPFIF, Banque des territoires, Choose Paris Région, EPA PARIS SACLAY
Objectif/contenu	L'étude d'optimisation foncière permet d'identifier les fonciers mutables et stratégiques. En cohérence avec le projet d'ensemble (schéma directeur Courtabœuf, PADD), des investisseurs privés seront recherchés, notamment sur les opérations simples. Sur les opérations complexes et/ou nécessitant une intervention publique, les études de faisabilité et de montage viennent construire et alimenter la stratégie foncière visant à la mutation progressive des emprises. L'EPA PARIS SACLAY intervient conformément à la feuille de route stratégique innovation et développement économique, le groupe de travail attractivité et le suivi conjoint des projets issus de Choose Paris Région et Business France
Calendrier	2022-2029
Coût estimé	N/A
Financements	A définir avec les partenaires du PPA

Montage opérations immobilières sur les fonciers stratégiques	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS SACLAY
Partenaires associés	EPFIF, communes
Objectif/contenu	Mise en place d'un marché d'accord cadre permettant la réalisation d'études de faisabilité architecturale, technique et financière d'opérations immobilières complexes sur les fonciers stratégiques, incluant les analyses de sols (géotechnique et pollution). Cette mission menée conjointement avec l'EPFIF permettra notamment de justifier et anticiper la mise en place de conventions d'intervention foncière
Calendrier	2023-2025
Coût estimé	200 000 €
Financements	EPFIF : 50% par étude, dans la limite de 25k€ - 50% CA PARIS SACLAY ADEME (Fonds Friches, Bénéfriches)

Création d'un Fonds d'investissement	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	Communes, Banque des Territoires, investisseurs privés, foncières
Objectif/contenu	Mettre en place les moyens d'acquérir les fonciers stratégiques, qui ne répondraient pas aux critères d'intervention l'EPFIF : fonciers ne permettant pas de créer des opérations d'ensemble, ou fonciers concernés par des implantations hors cibles du schéma de l'offre économique
Calendrier	2023-2029
Coût estimé	Selon acquisitions foncières
Financements	Selon montage du fonds d'investissement

PROJETS D'AMENAGEMENT

AMO coordonnatrice et pluridisciplinaire des projets d'aménagement	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	communes, DDT 91 (appui éventuel des architectes, paysagistes conseils de l'Etat), DRIEAT, CD91, RIF
Objectif/contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la mise en œuvre opérationnelle des opérations urbaines en cohérence avec l'OAP - Élaboration d'un plan-guide et d'une charte de prescriptions architecturales, paysagères, écologiques, énergétiques... pouvant préciser et compléter les prescriptions réglementaires des PLU - Approfondir les sujets de mutualisation des espaces (parking notamment, gestion de l'eau) à l'échelle du PPA
Calendrier	2022-2027
Coût estimé	180 000 €
Financements	50 % Etat (CPER 2021-2027 / Prg 135 - PPA) – 50% CA PARIS-SACLAY

Montage opération « Cœur de Parc »	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	Communes, DDT, EPFIF, EPA PARIS SACLAY, CD91, RIF, Banque des Territoires, ADEME, associations d'entreprises
Objectif/contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Revalider les objectifs programmatiques et environnementaux avec les communes • Lien à réaliser avec les équipements serviciels proposés sur le campus urbain • Lancement d'un appel à manifestation d'intérêt • Réalisation concomitante des premiers travaux de désenclavement du cœur de parc par la création du débouché de l'avenue des Indes sur la RD118 (avenue de l'Océanie) • Réflexion sur certification environnementale (exemple du référentiel quartier durable francilien de l'ADEME/EKOPOLIS)
Calendrier	2023-2024
Coût estimé	AMI : 200 000 € / Voirie accès cœur de parc : 2 000 000 € en 2024
Financements	AMI : CA PARIS SACLAY Travaux : 1M€ Etat (CPER 2021-2027 / Prg 135 - PPA) – 1 M€ CA PARIS SACLAY + investisseurs privés + Banque des Territoires : potentiel tiers investisseur et potentiel prêteur équipements et aménagements publics

Intention d'aménagement (en cours d'actualisation avec les communes) :



Veille sur les projets de DATA Center et la réutilisation de la chaleur fatale	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	DRIEAT, DDT, EPA PARIS-SACLAY, communes, CD91, DLR, COLT, RTE, ADEME, Banque des territoires, opérateurs DATAS CENTERS
Objectif/contenu	<ul style="list-style-type: none"> * Suivi des implantations de DATA center sur les fonciers définis à l'OAP générale et appui de la mission AMO coordination projets aménagement * Coordination des raccordements RTE * Accompagnement de l'ADEME sur le financement d'une étude de réutilisation de la chaleur fatale et le conditionnement de la délivrance d'agrément à la mise en œuvre d'une solution technique de réutilisation de la chaleur fatale (lien avec la DRIEAT sur l'enjeu de réduction empreinte environnementale du numérique (loi 3DS)), * Possibilité de financement d'un réseau de chaleur par l'ADEME * retour d'expérience EPA PARIS SACLAY sur les réseaux de chaleur
Calendrier	2022-2025
Coût estimé	-
Financements	ADEME : étude chaleur fatale et travaux réseau (jusqu'à 70% via le fonds Chaleur), Investisseurs privés

Opération Grand Dôme	
Maîtrise d'ouvrage	commune de Villebon sur Yvette/REALITES
Partenaires associés	DDT, CA PARIS-SACLAY, Villejust et Les Ulis, RIF, CD91
Objectif/contenu	Réussir l'implantation d'un nouvel équipement à vocation sportive et de loisirs permettant la création d'une nouvelle centralité à Courtabœuf recevant du public et favoriser le développement d'une nouvelle activité économique avec un programme environnemental exemplaire
Calendrier	2022-2028
Coût estimé	Investissements privés
Financements	N/A



Opération TDF	
Maîtrise d'ouvrage	commune de Villebon sur Yvette - SPIRIT
Partenaires associés	DDT, CA PARIS-SACLAY, Villejust et Les Ulis, RIF, CD91
Objectif/contenu	Réalisation d'un parc d'activités mixtes sur le site TDF proposant des locaux mixtes répondant aux cibles prioritaires du schéma directeur de Courtabœuf dans un objectif de performance environnementale
Calendrier	2022-2027
Coût estimé	Investissements privés
Financements	N/A

• **VOLET ANIMATION – ATTRACTIVITE – IDENTITE**

Animation du parc et suivi des implantations	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	Communes, RIF, Choose Paris Région, EPA PARIS SACLAY, associations d'entreprises
Objectif/contenu	Renforcement des actions d'animation du parc (évènementiels, rencontres business,) Promotion et suivi des demandes d'implantation sur le parc
Calendrier	Récurrance annuelle dès 2021
Coût estimé	100 000 € annuels
Financements	SEM IdF investissement & territoires (à étudier) Dispositifs régionaux de droit communs existants à destination des entreprises : « grands lieux d'innovation », Gamme Up : « PM'UP », « Innov'UP », « TP'UP », etc

Etude prospective de design fiction	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	Communes, associations d'entreprises
Objectif/contenu	Faire émerger une vision commune, avec les entreprises, du devenir du parc avec une projection des usages futurs liés aux nouvelles technologies Co-construire un outil de communication impactant incluant une nouvelle identité du parc et ses quartiers (<i>cas de la commune de Villebon-sur-Yvette qui souhaite ne plus communiquer sur la dénomination « Parc de l'atlantique »</i>)
Calendrier	2023-2024
Coût estimé	160 000 €
Financements	A définir

Etude sur la filière santé/ pharma/ bio sur Courtabœuf.	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	SATT, EPA PARIS-SACLAY, Communes, associations d'entreprises Région : pour le suivi d'action
Objectif/contenu	Répondre aux attentes des entreprises implantées dans le parc ainsi que les prospects qui sont dans l'attente d'une meilleure connaissance des acteurs du parc. Valoriser les filières stratégiques pour le parc Co-construire un outil de communication impactant incluant une nouvelle identité et dénomination du parc et ses quartiers Approfondissement de l'étude menée en 2020 par l'EPA PARIS SACLAY et la SATT
Calendrier	2022-2023
Coût estimé	25 000 €
Financements	20% CA PARIS SACLAY (NB : Hors étude dédiée sur cette filière, les dispositifs régionaux de la gamme 'Up et Entrepreneur#Leader peuvent être sollicités par les entreprises de cette filière.)

Signalétique et nouvelle identité du parc	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	Communes, CD91, Etat (DIRIF)
Objectif/contenu	Mettre en œuvre les travaux du schéma directeur de signalétique de Courtabœuf en fonction du résultat de l'étude de naming. Ces travaux comportent la mise à jour du jalonnement routier, y compris sur le réseau magistral, et l'implantation d'une nouvelle gamme de mobilier de signalétique interne (charte ZAE CA PARIS-SACLAY)
Calendrier	2023-2026
Coût estimé	750 000 €
Financements	A définir avec le CD91 et avec la RIF si les travaux sont conduits dans une opération de requalification plus globale (dispositif CAR)

Mise en valeur / Scénographie des châteaux d'Eau	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY/SUEZ
Partenaires associés	Communes, CD91, associations d'entreprises,
Objectif/contenu	Mise valeur des châteaux d'eau, en tant qu'élément patrimonial remarquable faisant partie de l'identité visuelle du parc. Cette action comprend une étude de scénographie servant de support paysager et évènementiel et les travaux afférents
Calendrier	2023-2025
Coût estimé	Etude : 40 000 € - travaux selon étude
Financements	20% CA PARIS SACLAY

Création et mise en œuvre d'une charte de gestion du domaine privé	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	Communes, EKOPOLIS (quartiers durables franciliens), Associations d'entreprises, propriétaires et opérateurs,
Objectif/contenu	Réalisation d'une charte de bonnes pratiques de gestion des espaces privés : traitement des clôtures, espaces verts et espaces extérieurs, désimperméabilisation, rénovation du patrimoine bâti (décret tertiaire), Appui à l'émergence de solutions collectives interentreprises pour rendre plus efficiente la gestion du parc privé (achats groupés, partage de locaux ou de personnels,...)
Calendrier	2023
Coût estimé	40 000 € pour la rédaction de la charte
Financements	60% ADEME, 40% CA PARIS SACLAY

- **VOLET TRANSITION ECOLOGIQUE**

Elaboration de la charte Plan Climat PARIS-SACLAY de la zone de Courtabœuf	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	Communes, DDT, ADEME, associations d'entreprises
Objectif/contenu	Déclinaison du Plan Climat-Air-Energie Territorial de la CA PARIS-SACLAY, y compris ses annexes, à l'échelle de la zone de Courtabœuf pour y intégrer ses enjeux. Pour cela, réalisation d'un diagnostic et d'un travail de co-construction avec les communes et les acteurs de la zone pour identifier les actions à mener et les objectifs fixés.
Calendrier	2023
Coût estimé	30 000 € pour l'animation de la rédaction de la charte
Financements	A déterminer avec l'ADEME

Mise en place d'un accompagnement à la performance énergétique	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	Communes, CCI, CMA, ALEC Ouest-Essonne, entreprises
Objectif/contenu	Communication sur l'accompagnement déjà en place par la CCI via un diagnostic et renforcement du dispositif pour le respect du décret tertiaire et l'aide à la performance énergétique d'une manière générale
Calendrier	2023 pour le volet communication sur l'existant 2024 pour l'accompagnement
Coût estimé	30k€ par an
Financements	A déterminer -

Expérimentation de l'écologie industrielle et territoriale (EIT)	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS-SACLAY
Partenaires associés	CCI91 (démarche en cours à coordonner), DRIEAT, RIF, ADEME, entreprises, Alliance économie circulaire (CentraleSupélec / IRT System X), communes
Objectif/contenu	Participer à la mise en œuvre de l'économie circulaire. Expérimenter la mise en commun volontaire de ressources par des acteurs économiques du territoire, en vue de les économiser ou d'en améliorer la productivité. Identifier des écosystèmes locaux où, par exemple, les déchets ou co-produits d'une entreprise sont les matières premières d'une autre.
Calendrier	2023 Diagnostic / Identification des écosystèmes possibles 2024 Expérimentation d'une « boucle »
Coût estimé	10 000 € par an
Financements	A déterminer avec l'ADEME, RIF (AMI territoires franciliens circulaires EIT)

Production et consommation d'énergies renouvelables	
Maîtrise d'ouvrage	Pétitionnaires de nouveaux permis de construire
Partenaires associés	CA Paris Saclay (animation), associations d'entreprises, ENEDIS, ADEME, DDT, DRIEAT, CD91
Objectif/contenu	<p>*. Mise en œuvre des prescriptions de la future OAP et PLU dans ce domaine</p> <p>* Avec le soutien d'Enedis et de potentiels industriels, étudier la possibilité de produire de l'électricité photovoltaïque (ombrières de parkings, toitures) et de la consommer en auto-consommation collective.</p> <p>* Via l'analyse des consommations, décaler les usages pour les faire correspondre le mieux possible aux moments de production.</p> <p>* Possibilité d'expérimenter d'autres sources de production d'énergies renouvelables.</p> <p>* Favoriser la densification des réseaux de chaleur fonctionnant avec des énergies renouvelables ou de récupération.</p> <p>* Collaboration au futur schéma directeur des ENR piloté par la DDT91 (SCVDS) et le CD91</p>
Calendrier	<p>2023 Analyse des potentiels, en lien avec la réalisation du schéma directeur des énergies renouvelables</p> <p>Recherche de volontaires, émergence de projets</p> <p>2024-2025 Expérimentations</p>
Coût estimé	50 000 € pour études et AMO
Financements	A déterminer avec l'ADEME

Economie circulaire et Bio-déchets	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS SACLAY Entreprises volontaires
Partenaires associés	ADEME, communes, SIOM, Associations d'entreprises
Objectif/contenu	Développement d'une solution de emploi des déchets plastiques et cartons en ZAE et gestion des bio-déchets à l'échelle du parc
Calendrier	2024
Coût estimé	50 000 € pour études et AMO
Financements	A déterminer avec l'ADEME

Veille sur la compensation environnementale	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS SACLAY, communes
Partenaires associés	ADEME, DDT, DRIEAT, EPFIF, RIF
Objectif/contenu	<p>Dans le cadre de projets d'urbanisation nouvelle, définir les modalités de compensations environnementales à l'échelle des territoires communaux de sorte que ces projets de compensations soient prioritairement fléchés dans les secteurs où les usagers et habitants en tireront le meilleur bénéfice.</p> <p>L'ADEME finance actuellement une mission ZAE pour le département de l'Essonne dont la méthodologie peut être reprise sur le territoire des 3 communes composant le parc de Courtabœuf</p> <p>A titre d'expertise en lien avec la stratégie ABCD qu'il met en œuvre, l'EPFIF pourra accompagner la démarche d'étude portée par cette action.</p>
Calendrier	récurrente
Coût estimé	A définir avec les partenaires
Financements	A déterminer avec l'ADEME

Etude sur la résilience du parc vis-à-vis du changement climatique	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS SACLAY,
Partenaires associés	ADEME, communes DDT, DRIEAT, RIF
Objectif/contenu	Le parc d'activités de Courtaboeuf, comme de nombreuses ZAE a été créé dans le cadre d'un projet d'extension urbaine et d'artificialisation de terres agricoles. Le plateau de Courtaoeuf situé sur le plateau de Nozay, en vis-à-vis du plateau de Saclay, influe de manière conséquente sur son environnement naturel et son rapport avec la vallée de l'Yvette et l'hydrogéologie notamment en raison de la forte imperméabilisation des sols et la concentration d'îlots de chaleur. L'échelle du parc d'activités (350 Ha) est propice à la réalisation d'une étude visant à lutter contre les effets du changement climatique actuel sur le parc et son environnement proche.
Calendrier	2024
Coût estimé	60 000 €
Financements	A déterminer avec l'ADEME (dispositif gré à gré)

Etude pilote de récupération de la chaleur fatale des réseaux d'assainissement (eaux usées)	
Maîtrise d'ouvrage	CA PARIS SACLAY,
Partenaires associés	ADEME, SIAHVY, communes
Objectif/contenu	A l'instar des expérimentations menées actuellement en Seine Saint Denis, il paraît opportun de mener une étude visant à évaluer le potentiel de réutilisation de la chaleur fatale des eaux usées sur le parc de Courtabœuf. Selon les estimations de l'ADEME cette piste permettrait une économie allant jusqu'à 40% d'énergie pour la production d'eau chaude sanitaire.
Calendrier	2025
Coût estimé	50 000 €
Financements	A déterminer avec l'ADEME (dispositif gré à gré)

B.4.4. Bilan financier et calendrier

Chaque action comporte un budget et un calendrier de réalisation, dont la synthèse figure en **annexe 1**. Ce calendrier constitue la feuille de route de mise en œuvre du projet objet du contrat de PPA et pourra être questionné en fonction du résultat des études identifiées au présent contrat.

Le contrat prévoit des modalités d'actualisation du calendrier opérationnel, permettant ainsi d'actualiser le bilan financier et le plan de trésorerie, au moins une fois par an.

Pour améliorer la partie recettes de ce bilan, il s'agira d'étudier toutes les possibilités de financements de l'opération.

B.5. Gouvernance du contrat

La gouvernance du contrat comprend trois niveaux :

B.5.1. Comité de pilotage stratégique

Instance destinée à évaluer l'avancement du projet d'ensemble et de chacune des actions inscrites au PPA. Il a une mission d'animation, d'information, de suivi, d'évaluation et de validation des actions.

Il associe les signataires du PPA et est co-présidé par le Président de l'agglomération PARIS-SACLAY et le Préfet de l'Essonne.

Il se tient une fois par an avec l'ensemble des signataires. L'organisation et le secrétariat de ce comité sont assurés par la Communauté d'agglomération Paris Saclay.

B.5.2. Comité de pilotage partenarial élargi

Il regroupe tous les signataires ainsi que les partenaires associés au contrat.

Il se réunit au lancement du PPA, et tous les 2 ans. Il a pour mission de fédérer et d'associer la mobilisation de tous les acteurs autour d'un projet commun et d'en faire un bilan partagé.

Il est co-présidé par le Président de l'agglomération PARIS-SACLAY et le Préfet de l'Essonne. L'organisation et le secrétariat de ce comité sont assurés par la Communauté d'agglomération Paris Saclay.

B.5.3. Comités de pilotage opérationnels

Il s'agit de l'outil de gouvernance propre à chaque action du PPA. Il est organisé à l'initiative du maître d'ouvrage concerné et regroupe les partenaires associés à chaque action.

Ces comités ont le double objectif de garantir le bon avancement de chaque action et de faire remonter l'état d'avancement auprès du comité de pilotage stratégique

Chaque comité de pilotage opérationnel dispose de son comité technique propre dont l'organisation et l'animation sont définis par le maître d'ouvrage de chaque action.

B.6. Animation technique du PPA

B.6.1. Comités techniques

Un comité technique stratégique assure le suivi des actions, notamment le suivi des actions transversales qui ne font pas l'objet d'une gouvernance spécifique et l'animation technique globale. Il prépare les comités de pilotage, et associe les référents techniques désignés par les signataires de premier rang du PPA. L'organisation et le secrétariat de ces comités techniques sont assurés par la Communauté d'agglomération Paris Saclay.

Des instances complémentaires seront mises en œuvre pour préparer ces comités de pilotage, notamment sous la forme de réunions de concertation avec les acteurs économiques, etc.

B.6.2. Suivi et évaluation

Les modalités seront à définir dans la période de mise en œuvre de premières actions du PPA : des indicateurs de suivi à identifier, des outils de pilotage à établir. Un groupe de travail dédié se mettra en place dès la signature du PPA.

C. Les engagements des parties

Chacune des parties signataires du contrat s'engage à :

- Participer à la gouvernance du PPA ;
- Mettre en œuvre la stratégie définie dans le cadre du PPA, selon ses compétences, en veillant au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue au contrat, et à contribuer à leur financement selon leurs capacités et domaines de compétences ;
- Apporter leur concours technique aux actions du présent contrat et sur tout sujet qui pourrait contribuer à sa réalisation et mettre en commun les données à leur disposition concernant les sujets traités dans le cadre du PPA, ou en dehors du PPA, si les sujets sont liés ;
- Développer des projets selon des principes de transitions écologiques et de développement durable ;
- Participer à la communication commune du présent contrat.

L'agglomération Paris-Saclay s'engage en particulier à :

- Désigner un référent PPA et assurer l'animation du PPA ;
- Assurer l'animation de l'élaboration du présent contrat et de ses futurs avenants ;
- Assurer l'animation de la gouvernance du présent contrat notamment en organisant les comités de pilotage stratégiques et comité de pilotage élargi ;
- Veiller à la cohérence des projets avec ses différentes politiques en matière d'environnement et de développement durable ;
- Rechercher toute source de co-financement de nature à augmenter les recettes du contrat ;
- Financer les actions relevant de son périmètre d'action et de ses compétences

Les communes s'engagent en particulier à :

- Intégrer dans leur PLU respectif les parties d'OAP générale correspondant à chaque limite communale, ainsi que le règlement de zonage « Courtabœuf » ;
- Transmettre les DIA sur le périmètre de Courtabœuf à la CA Paris Saclay avec la possibilité de déléguer le droit de préemption sur le périmètre de Courtabœuf et en particulier sur les secteurs stratégiques qui seront conjointement identifiés par les partenaires ;
- Rester en veille, informer l'agglomération PARIS-SACLAY et la DDT des prospects éventuels en alertant sur les risques d'implantation qui ne seraient pas conformes aux cibles du schéma directeur de Courtabœuf ;
- Participer financièrement aux opérations dans les limites du pacte financier de l'agglomération PARIS SACLAY, au titre de la compétence développement économique et gestion des ZAE.

L'État s'engage à :

- Identifier un référent du PPA ;
- Co-préparer avec la communauté d'agglomération et les communes les réunions du comité de pilotage et du comité technique ;
- Porter au niveau national l'ambition du territoire pour faciliter les prises de décisions concourant au développement du territoire ;

- Participer aux comités techniques des opérations et études inscrites dans le PPA ;
- Apporter son concours technique aux actions prévues au PPA et sur tout sujet qui s'avèrera utile ;
- Contribuer au financement des actions 26 et 27 du contrat et sur lesquelles sa participation est prévue pour une enveloppe maximale globale de 1,090 M€ euros. Des financements complémentaires pourront être décidés par voie d'avenants. Les financements feront l'objet de décisions attributives de subvention au fur et à mesure de l'avancement des actions, considérant que le présent contrat constitue une convention-cadre valant demande de subvention.
- Garantir une bonne coordination sur l'instruction des Permis de construire, demande d'agrément et CDAC avec les communes et l'agglomération Paris Saclay ;
- Vérifier la bonne transcription des objectifs et cibles d'implantation du schéma directeur de Courtabœuf dans le règlement des 3 PLU ;
- accompagner la mise en œuvre des actions financées et pour lesquelles l'État est partenaire.
- Veiller à la cohérence des projets avec les politiques environnementales de l'Etat

La Région Île-de-France et le Département de l'Essonne s'engagent à :

- Apporter un soutien financier aux actions du PPA dès lors qu'elles correspondent à ses domaines de compétences et politiques prioritaires, et répondent, le cas échéant, aux conditions d'éligibilité prévues par les règlements d'intervention des dispositifs régionaux et départementaux ;
- Veiller à la cohérence des projets avec les politiques environnementales et d'aménagement durable de la Région et du Département.

L'EPAFIF s'engage en particulier à :

- soutenir la démarche partenariale mise en place, par un accompagnement à titre d'expertise et le cas échéant par des cofinancements d'étude dans le cadre de la convention stratégique qui le lie à la communauté d'agglomération PARIS-SACLAY ;
- étudier la mise en place de conventions d'intervention foncière, sur sollicitation des communes concernées et de l'agglomération PARIS SACLAY et sur la base d'un programme, d'un calendrier et de bilans validés par les parties.

L'EPA PARIS SACLAY s'engage en particulier à :

- Accompagner le développement économique de projets ou opérations du territoire de l'OIN portés par d'autres maîtrises d'ouvrage, dont le Parc de Courtabœuf, un des pôles d'activités majeurs ;
- Soutenir le présent PPA, dans l'objectif d'une coordination des actions entre le campus urbain et le Parc de Courtabœuf et, au-delà, en apportant ponctuellement son retour d'expérience relatif à des actions en cours ou mises en œuvre dans l'ensemble de ses opérations (parcours des entreprises en lien avec le plateau de Saclay, parkings mutualisé, réseau de chaleur,...).

L'ADEME s'engage en particulier à :

- apporter son expertise et l'ensemble de ses dispositifs en faveur de la transition écologique pour accompagner le PPA dans sa conception et réalisation. Il s'agira de cibler les dispositifs pertinents et disponibles pour soutenir les différentes actions référencées dans les axes du PPA. Son engagement sera à calibrer en fonction de ses ressources disponibles et des priorités calendaires du PPA ;
- s'appuyer sur les actions en cours lancées sur la communauté d'agglomération et sur le département afin d'assurer une cohérence d'ensemble sur les transformations à opérer (mobilité, aménagement, ZAN...).

Ile de France Mobilités s'engage en particulier à :

- Identifier un référent du PPA
- Co-préparer avec la communauté d'agglomération et les communes les réunions du comité de pilotage ayant trait aux enjeux de mobilité du PPA
- Poursuivre avec la communauté d'agglomération les réflexions portant sur l'adaptation du réseau de bus aux besoins du territoire ; à mettre en œuvre ces adaptations dans le cadre, d'une part, de la convention partenariale entre IDFM et la CPS et d'autre part de la politique régionale définie dans le PDU, le futur plan des mobilités, le Schéma des voies réservées (SDVR) et le futur CPER
- A poursuivre une politique volontariste de transition énergétique sur le réseau
- Soutenir financièrement les actions du PPA correspondant à ses domaines de compétences

Le SIAHVY s'engage en particulier à

- Participer aux comités de pilotages et aux comités techniques, autant que de besoin ;
- Apporter son concours technique aux actions prévues au PPA, selon ses domaines de compétences ;
- Contribuer à la concertation et à la communication commune.

La Banque des Territoires s'engage à :

- étudier une contribution financière, selon ses différentes formes d'interventions (ingénierie, prêts, investissements en fonds propres), aux actions prévues. Ces contributions seront soumises à l'approbation des comités d'engagement compétents de la Banque des Territoires, et en ce qui concerne l'ingénierie, sur la base de cahier des charges ;
- accompagner dans le cadre de ce PPA les sujets liés à la TEE (énergies renouvelables, réseau de chaleur) et à la redynamisation industrielle.

D. Mise en œuvre du PPA

D.1. Modalités de pilotage et principes de conduite du projet

Le rôle du comité de pilotage stratégique est de :

- assurer la définition et le respect de la stratégie du PPA,
- tirer le bilan des études pré-opérationnelles inscrites dans le contrat,
- préparer l'évolution du contrat de PPA et l'évolution du partenariat,
- examiner l'avancement annuel du programme d'actions et le mettre à jour en fonction de l'évolution des projets (maîtrise d'ouvrage, financement et programmation).

Il veille à la bonne prise en compte des préoccupations environnementales et de développement durable.

Le comité de pilotage partenarial élargi remplit les mêmes fonctions en fédérant les autres partenaires concernés autour du projet commun de PPA et donne une visibilité concrète aux actions impliquant chaque partenaire.

Les comités de pilotages opérationnels sont quant à eux garant des enveloppes financière allouées à chaque action et du calendrier de réalisation correspondant. La fréquence de chaque comité de pilotage est définie par principe au chapitre B. Pour autant, chaque membre signataire du PPA peut provoquer l'organisation d'un comité de pilotage à son initiative.

Chaque comité de pilotage est précédé d'un comité technique spécifique reflétant la participation de chacun de membres siégeant à ces comités de pilotage. La fréquence de chaque comité technique sera fonction des besoins nécessaires à la bonne préparation des décisions de chacun des comités de pilotage.

En outre, chaque comité technique devra proposer des indicateurs de suivi techniques, administratifs, financiers et environnementaux dans un objectif de résultat. Les clauses sociales et environnementales seront à cet effet prévues dans les marchés publics de travaux afférents à ce PPA.

D.2. Communication autour du projet

L'agglomération PARIS-SACLAY est chargée d'organiser la concertation autour de l'écriture des supports de communication, sites internet, revues et communiqués de presse

Aucune production de communication relative aux actions du PPA ne peut être éditée sans l'accord express de la communauté d'agglomération PARIS-SACLAY, de la Préfecture de l'Essonne et des Mairies concernées.

La mention des partenaires avec affichage des logos correspondant aux actions faisant l'objet d'une action de communication revêt un caractère obligatoire sauf accord contraire des parties concernées.

D.3. Durée et actualisation du contrat

Le PPA est conclu pour une durée de dix années à compter de sa date de signature effective.

A l'achèvement des études de faisabilité ou d'opportunités prévues au plan d'action, une clause de revoyure du plan d'action est prévue, aussi bien sur le plan de financement que sur le calendrier, tenant compte de l'évolution de ces actions, de leurs aléas ainsi que des réorientations ou arbitrages politiques.

Les avenants au contrat permettront en outre de couvrir les cas suivants :

- ajuster le budget et le calendrier des actions ;
- adapter le contrat pour tenir compte d'une évolution du projet ou de la programmation d'une nouvelle phase ;
- ajouter un nouveau partenaire et d'adapter les engagements des parties en conséquence ;
- préciser le contrat au fur et à mesure du développement des opérations : accords sur le programme ou le phasage, ajustement des financements au vu de l'actualisation du bilan d'aménagement.

Aucune modification ne pourra être apportée sans un avis favorable des services de l'Etat, de l'agglomération Paris Saclay, des Maires concernés et des partenaires pour chaque action qui les concerne.

L'évolution du contexte socio-économique, politique ou encore des enjeux environnementaux peuvent conduire une partie à vouloir demander l'évolution du contrat. Toute action qui serait amenée à évoluer sans tenir compte de ce principe de gouvernance est susceptible d'être annulée par le comité de pilotage stratégique.

E. Liste des annexes

L'ensemble des études antérieurement réalisées sur le parc de Courtabœuf sont mises à disposition des signataires du PPA.

Les contrats de co financement (CPER, CRTE, PIA4, fonds friches etc) qui seraient contractés pour mettre en œuvre le PPA seront annexés au fur et à mesure de leur signature, y compris les conventions d'intervention foncière qui seraient conclues avec l'EPFIF.

A la signature du contrat, l'**annexe 1** « bilan financier synthétique et calendrier » est jointe.

F. Signatures

Le circuit de signature fait intervenir celle du préfet en dernier.

Pour les collectivités territoriales, la signature du contrat ne peut intervenir qu'après délibération de son l'assemblée délibérante.

Signataire	Représentant	Signature
Etat	Monsieur Bertrand GAUME, Préfet de l'Essonne	
Région Île-de-France	Madame Valérie PECRESSE, Présidente	
Département de l'Essonne	Monsieur François DUROVRAY, Président	
Communauté d'Agglomération PARIS-SACLAY	Monsieur Grégoire de LASTEYRIE, Président	
Commune des Ulis	Monsieur Clovis CASSAN, Maire	
Commune de Villebon-sur- Yvette	Monsieur Victor DA SILVA, Maire	
Commune de Villejust	Monsieur Igor TRICKOVSKI, Maire	
Etablissement Public d'Aménagement PARIS-SACLAY	Monsieur Philippe VAN DE MAELE, Directeur Général	
Etablissement Public Foncier d'Ile de France	Monsieur Gilles BOUVELOT, Directeur Général	
Île-de-France Mobilités	Madame Valérie PECRESSE, Présidente	
SIAHVV	Monsieur Michel BARRET, Président	
ADEME Ile de France	Monsieur Jérémie ALMOSNI, Président	
Banque des Territoires	Richard CURNIER, Directeur régional Ile-de-France	

N°	Actions	MOA	Partenaires	investissements publics			investissements privés	Statut	calendrier	
				coût étude	coût travaux	cout fonctionnement				
VOLET REGLEMENTAIRE										
1	Mise à jour des PLU communaux : OAP générale, plan de zonage et règlement	Communes	CA PARIS-SACLAY, DDT, EPFIF, EPA PARIS-SACLAY	34 500				en cours	2022/2023	
2	Coordination sur l'instruction des permis des Construire et demandes d'agréments immobiliers	DDT/DRIEAT	CA PARIS-SACLAY, Communes, EPA PARIS-SACLAY	sans				action récurrente		
3	Coordination sur l'instruction des autorisations CDAC commerces	DDT	communes, CA PARIS-SACLAY, EPA PARIS-SACLAY, CD91	sans				action récurrente		
4	Adaptation règlement d'assainissement en ZAE	CA PARIS-SACLAY	DDT, SIAHVV, communes, propriétaires privés	200 000			X	A lancer	2023/2024	
5	Conformité des rejets industriels	SIAHVV	AESN, CA PARIS-SACLAY, communes, CD91, propriétaires privés	sans			X	action récurrente		
VOLET INFRASTRUCTURES – MOBILITES – RESEAUX										
INFRASTRUCTURES										
6	Finalisation du TCSP / BHNS Massy - Les Ulis : Phase 1 - voie dédiées restantes sur A10	A définir	DIRIF, IDFM, CD91, communes, CA PARIS-SACLAY, Etat, RIF, associations entreprises		22 000 000			A lancer	2026, selon CPER	
7	Finalisation du TCSP / BHNS Massy - Les Ulis : Phase 2 - Aménagements de voiries Courtabœuf et Orsay	CA PARIS-SACLAY	Communes, CD91, IDFM, Etat, RIF		A définir			A lancer	2026-2030	
8	Finalisation du TCSP / BHNS Massy - Les Ulis : Phase 3 – Intégrer les mobilités alternatives sur le diffuseur de Mondétour	CD91	Communes, CA PARIS-SACLAY, IdFM, Etat, RIF	coût et planning à intégrer à l'action 9						
9	Réaménagement de l'échangeur du Ring des Ulis et du diffuseur de Mondétour	CD91	Etat (DIRIF), RIF, CA PARIS-SACLAY, Communes, RIF, IdFM		50 000 000			En cours	2021-2030	
10	Poursuite des Travaux de requalification / remise aux normes du Parc de Courtabœuf	CA PARIS-SACLAY	RIF, CD91, Communes, associations d'entreprises	330 000	8 000 000			A valider	2023-2027	
MOBILITES										
11	Elaboration d'une stratégie de promotion/développement du covoiturage à l'échelle de la zone	A définir	EPA PARIS-SACLAY, CA PARIS-SACLAY, communes, associations ent., IdFM, ADEME, RIF	60 000				A lancer	2023	
12	Création d'un pôle multimodal au carrefour des avenues du Canada et des Tropiques (lien RN118) et réflexion sur la constitution d'un pole multimodal A10 / chateaux d'eau	CA PARIS-SACLAY	CD91, Etat, RIF, IDFM, communes	40 000	2 000 000			A lancer	2023-2025	
13	Mise en place d'un P+R ou de station de covoiturage	A définir	CD91, Communes, IDFM, ADEME, IPR, EPA PARIS-SACLAY, BDT, CEREMA		4 000 000			A lancer	2025-2026	
14	Etude de requalification de l'avenue de l'Océanie (RD 118) en boulevard urbain	CA PARIS-SACLAY	CD91, DIRIF, Communes, IdFM	75 000				A lancer	A définir	
15	Mise en œuvre du plan de restructuration du réseau bus	IDFM, CA PARIS-SACLAY	communes, CD91, RATP-CAP, associations d'entreprises			6 000 000 / an		A lancer	2024-2025	
LIAISONS DOUCES CYCLABLES										
16	Mise en œuvre d'un plan des circulations actives internes au Parc de Courtabœuf	CA PARIS-SACLAY	RIF, CD91, Communes, DDT, BDT, associations d'entreprises	40 000	6 000 000			A lancer	2023-2027	
17	Création passerelle cyclable Mondétour	CD91	CA PARIS-SACLAY, DIRIF, Communes		3 200 000			en cours	2022-2026	
18	Poursuite liaison douce Marcoussis – Villejust – Ring des Ulis	Ph1 : CD91 Ph2 : A définir	DIRIF, RIF, CA PARIS-SACLAY, Communes		8 000 000			A valider	2023-2027	
ASSAINISSEMENT										
19	Poursuivre la mise aux normes du réseau d'assainissement	CA PARIS-SACLAY	DDT, SIAHVV, AESN, propriétaires privés		3 000 000			A lancer	2025-2027	
TRES HAUT DEBIT										
20	Poursuite déploiement réseau THD	CA PARIS-SACLAY, SIPPEREC/COVAGE, DSP CAPS-THD (Orange)	CD91, Communes, SMO Essonne numérique, associations d'entreprises		inclus à la DSP			en cours	2022-2027	
VOLET FONCIER, IMMOBILIER ET AMENAGEMENT										
FONCIER ET IMMOBILIER										
21	Suivi outil optimisation foncière	CA PARIS-SACLAY	DRIEAT, DDT, EPFIF, Communes	80 000				en cours	2022-2024	
22	Suivi des Déclaration d'intention d'aliéner	CA PARIS-SACLAY	Communes	sans				action récurrente		
23	Stratégie foncière et recherche de prospects	CA PARIS-SACLAY	Communes, EPFIF, BDT, Choose Paris Région, EPA PARIS-SACLAY	A définir				en cours		
24	Montage opérations immobilières sur les fonciers stratégiques	CA PARIS-SACLAY	EPFIF, Communes	200 000				A lancer	2023-2025	
25	Création d'un Fonds d'investissement	CA PARIS-SACLAY	Communes, BDT, investisseurs privés, foncières	A définir	A définir		X	A valider	2023-2029	
PROJETS D'AMENAGEMENT										
26	AMO coordonnatrice et pluridisciplinaire des projets d'aménagement	CA PARIS-SACLAY	communes, DDT 91, DRIEAT, CD91, RIF	180 000				A lancer	2022-2027	
27	Montage opération « Cœur de Parc »	CA PARIS-SACLAY	Communes, DDT, EPFIF, EPA PARIS-SACLAY, CD91, RIF, BDT, ADEME, associations d'entreprises	200 000	2 000 000			A lancer	2023-2024	
28	Veille sur les projets de DATA Center et récupération chaleur fatale	CA PARIS-SACLAY	Communes, DRIEAT, DDT, EPA PARIS-SACLAY, CD91, DLR, COLT, RTE, ADEME, BDT	A définir	sans		X	en cours	2022-2025	
29	Opération Grand Dôme	Villebon-sur-Yvette, REALITES	CA PARIS-SACLAY, DDT, RIF, CD91, Villejust, Les Ulis		sans		X	en cours	2022-2028	
30	Opération TDF	Villebon-sur-Yvette, SPIRIT	CA PARIS-SACLAY, DDT, RIF, CD91, Villejust, Les Ulis		sans		X	en cours	2022-2027	
VOLET ANIMATION – ATTRACTIVITE – IDENTITE										
31	Animation du parc et suivi des implantations	CA PARIS-SACLAY	Communes, RIF, choose Paris Région, EPA PARIS-SACLAY, associations entreprises			100 000€ /an		action récurrente		
32	Etude prospective de design fiction	CA PARIS-SACLAY	Communes, associations d'entreprises	160 000				A lancer		
33	Etude sur la filière santé/ pharma/ bio sur Courtabœuf	CA PARIS-SACLAY	SATT, Communes, EPA PARIS-SACLAY, RIF, associations d'entreprises	25 000				A lancer	2022-2023	
34	Signalétique et nouvelle identité du parc	CA PARIS-SACLAY	Communes, CD91, Etat (DIRIF)		750 000			A lancer	2023-2026	
35	Mise en valeur / Scénographie des châteaux d'Eau	CA PARIS-SACLAY, SUEZ	Communes, CD91, associations d'entreprises	40 000			X	A lancer	2023-2024	
36	Création et mise en œuvre d'une charte de gestion du domaine privé	CA PARIS-SACLAY	Communes, EKOPOLIS, associations d'entreprises, propriétaires privés	40 000			X	A lancer	2023	
VOLET TRANSITION ECOLOGIQUE										
37	Elaboration de la charte Plan Climat Paris-Saclay de la zone de Courtaboeuf	CA PARIS-SACLAY	Communes, DDT, ADEME, associations d'entreprises	30 000			X	A lancer	2023	
38	Mise en place d'un accompagnement à la performance énergétique	CA PARIS-SACLAY	Communes, CCI, CMA, ALEC, entreprises	30 000 €/an			X	action récurrente		
39	Expérimentation de l'écologie industrielle et territoriale (EIT)	CA PARIS-SACLAY	CC91, DRIEAT, RIF, ADEME, entreprises, Alliance économie circulaire, Communes	10 000€/an			X	A lancer		
40	Production et consommation d'énergies renouvelables	petitionnaires nouveaux PC	CA PARIS-SACLAY, associations entreprises, ENEDIS, ADEME, DDT, DRIEAT, CD91	50 000			X	A lancer	2023-2025	
41	Economie circulaire et Biodéchets	CA PARIS-SACLAY	ADEME, communes, SIOM, associations d'entreprises	50 000			X	A lancer	2024	
42	Veille sur compensations environnementales	CA PARIS-SACLAY, Communes	ADEME, DDT, DRIEAT, EPFIF, RIF	A définir				Action récurrente		
43	Etude sur la résilience du parc vis-à-vis du changement climatique	CA PARIS-SACLAY	ADEME, communes DDT, DRIEAT, RIF	60 000				A lancer		
44	Etude pilote de récupération de la chaleur fatale des réseaux d'assainissement (eaux usées)	CA PARIS-SACLAY	ADEME, SIAHVV,communes	50 000				A lancer	2025	